RÈGLEMENT DE ZONAGE

NO 401

Municipalité Sainte-Anne-de-Sabrevois

MRC du Haut-Richelieu

Adoption du projet:		6 novembre 2006
Assemblée de consultation publique :		28 novembre 2006
Adoption du règlement :		2 janvier 2007
Approbation :		
Entrée en vigueur :		
Modifié par	401-1	: octobre 2007
	401-2	: mars 2008
	401-3	: janvier 2009
	401-4	:
	401-6	:
	401-8	:
	401-10	:
	401-13	: 2015
	401-14	: 2017
	401-15	: 2018
	401-16	: 2018
	401-17	: 2018
	401-18	: 2018
	401-19	: mai 2019
	401-20	: mai 2019

SECTION 1 : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1.1 TITRE

Le titre du présent règlement est Règlement de zonage ou Règlement no 401.

1.2 ABROGATION DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Le présent règlement abroge et remplace en entier toute fin que de droit tout règlement ou disposition de règlement antérieur ayant trait au zonage.

1.3 VALIDITÉ

Le Conseil décrète l'adoption du présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre, section par section, sous-section par sous-section, article par article, paragraphe par paragraphe, alinéa par alinéa, sous-alinéa par sous-alinéa de manière à ce que si un chapitre, une section, une sous-section, un article, un paragraphe, un alinéa ou un sous-alinéa de celui-ci était ou devrait être un jour déclaré nul, les autres dispositions du présent règlement continuent de s'appliquer.

1.4 AMENDEMENT

Les dispositions de ce règlement ne peuvent être modifiées ou abrogées que par un règlement approuvé, conformément aux dispositions de la Loi.

1.5 TERRITOIRE TOUCHÉ

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire soumis à la juridiction de la municipalité Sainte-Anne-de-Sabrevois.

1.6 DOMAINE D'APPLICATION

Un terrain, un établissement, un bâtiment, une construction ou un ouvrage doivent être construits ou occupés conformément aux dispositions de ce règlement. Le règlement vise toute personne morale de droit public ou de droit privé et tout particulier.

Aucune disposition du présent règlement ne doit être considérée comme une exonération de la part de tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble de respecter les obligations qui lui incombent à l'égard notamment de ses voisins, en vertu des dispositions du Code civil du Québec ou de toute disposition d'une autre loi.

1.7 DOCUMENTS ANNEXÉS

Les documents suivants font partie intégrante du présent règlement de même que les annexes qui les contiennent :

1) **ANNEXE A :** Les grilles des usages et des normes

2) **ANNEXE B :** Le plan de zonage

B-1	Plan d'ensemble
B-2	Périmètre urbain
B-3.1 à B-3.12	12 plans sectoriels RCZ-1 à RCZ-12 (échelle 1 :5000)

3) **ANNEXE C : La Cartographie officielle de la plaine inondable de la rivière Richelieu, secteur Sainte-Anne-de-Sabrevois**, telle que décrite à l'ANNEXE A (Terminologie) du Règlement sur les permis et certificats #403.

SECTION 2 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET INTERPRÉTATIVES

2.1 APPLICATION DU RÈGLEMENT ET POUVOIR D'INSPECTION

L'inspecteur en bâtiment désigné à cette fin par résolution, selon les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, est responsable de l'application du présent règlement.

Il est, à cette fin, autorisé à visiter et examiner, entre 7h et 19h, toute propriété mobilière ou immobilière, ainsi que l'intérieur ou l'extérieur de toute maison, bâtiment, édifice ou construction quelconque pour constater si le présent règlement ou tout autre règlement dont il est chargé d'appliquer y est respecté.

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'une telle propriété est tenu de recevoir l'inspecteur en bâtiment et de répondre à toutes les questions qui lui sont posées relativement à l'exécution de ces règlements.

2.2 INTERPRÉTATION DU TEXTE ET DES MOTS

Exception faite des mots définis ci-dessous, tous les mots utilisés dans ce règlement conservent leur signification habituelle.

1. Quel que soit le temps du verbe employé dans une disposition du présent règlement, la disposition est tenue pour être en vigueur à toutes les époques et dans toutes les circonstances où elle peut s'appliquer.
2. Le singulier comprend le pluriel et vice-versa, à moins que le sens indique clairement qu'il ne peut logiquement en être autrement.
3. Avec l'emploi du mot 'doit' ou 'sera', l'obligation est absolue; le mot 'peut' conserve un sens facultatif.

2.3 TABLEAUX, PLANS, GRAPHIQUES, SYMBOLES, GRILLES DES USAGES ET NORMES D'IMPLANTATION

Font partie intégrante de ce règlement, les tableaux, plans, graphiques, symboles, et toute forme d'expression autre que le texte proprement dit qui y sont ou auxquels il réfère.

2.4 INTERPRÉTATION EN CAS DE CONTRADICTION

Dans le présent règlement, en cas de contradiction et à moins d'indication contraire, les règles suivantes s'appliquent :

1. Entre le texte et un titre, le texte prévaut.
2. Entre le texte et toute autre forme d'expression, le texte prévaut.

3. Entre les données d'un tableau et un graphique, les données du tableau prévalent.
4. Entre le texte et la grille des usages et des normes, le texte prévaut.
5. Entre la grille des usages et des normes et le plan de zonage, la grille prévaut.

2.5 PRÉSÉANCE

En cas d'incompatibilité entre une disposition du présent règlement et une disposition d'un autre règlement ou entre deux dispositions du présent règlement, la disposition la plus spécifique prévaut sur la plus générale. Il en est de même lors d'une restriction ou une interdiction, la disposition la plus restrictive ou prohibitive s'applique.

2.6 UNITÉ DE MESURE

Toutes les dimensions données dans le présent règlement sont indiquées en mesures métriques.

2.7 TERMINOLOGIE

La terminologie contenue à l'ANNEXE A du règlement des permis et certificats no 403 s'applique intégralement au présent règlement.

2.8 PLAN DE ZONAGE

Le territoire de la municipalité est divisé en zones. Certaines zones sont divisées en secteur. Ces zones et secteurs de zone sont montrées au plan de zonage joint au présent règlement comme ANNEXE B-1, B-2 et B-3.1 à B-3.12 pour en faire partie intégrante.

Chacune des zones montrées au plan de zonage est identifiée à ce plan par une ou plusieurs lettres d'appellation. Les lettres identifiant chaque zone sont de plus accompagnées d'un chiffre indiquant le numéro de la zone. Les secteurs de zone sont identifiés par la lettre A ou B.

Le plan de zonage divise le territoire en quatre (4) principaux groupes d'usage, caractérisés par leur fonction principale :

Usage principal	**Périmètre urbain**	**Zone agricole désignée par décret**
Agricole		A
Résidentiel	R	RA, RCZ
Commercial	CR	CA
Public+communautaire	P	

2.9 IDENTIFICATION DES LIMITES DES ZONES DU PLAN DE ZONAGE

Les limites des zones apparaissant au plan de zonage coïncident avec les lignes suivantes :

1. L'axe central d'un cours d'eau, d'une voie de chemin de fer, d'une voie de circulation ;
2. Les lignes de lot ou de terrain ou leur prolongement ;
3. Les limites de la municipalité ;
4. Les limites de la zone agricole ;
5. Les limites du périmètre d'urbanisation ;

2.9.1 INTERPRÉTATION DE LA CARTOGRAPHIE DE LA PLAINE INONDABLE

Dans le cas de divergence entre l'interprétation de la cartographie de la plaine inondable et un relevé terrain (certificat d'implantation) délimitant la plaine inondable à partir des cotes inscrites à cette même cartographie, c'est le relevé terrain qui prévaut.

Nonobstant ce qui précède, le requérant devra démontrer par le dépôt de documents pertinents au fonctionnaire désigné, que les mesures de niveau correspondent au niveau du sol en date du 14 mai 1991 pour les emplacements qui étaient situés dans la plaine inondable vicennale ou centennale sur les cartes de la plaine inondable d'août 1984 de la M.R.C. du Haut-Richelieu et au niveau du sol à la date d'entrée en vigueur du présent règlement pour les autres emplacements qui deviennent inondables sur les nouvelles cartes.

Lorsque les limites ne coïncident pas ou ne semblent pas coïncider avec les lignes ci-dessus, une mesure doit être prise à l'échelle sur le plan, à partir d'un des items mentionné précédemment.

2.10 LES GRILLES DES USAGES ET DES NORMES

Les usages permis dans chaque zone et des normes d'implantation sont spécifiés à la GRILLE DES USAGES ET DES NORMES qui fait partie intégrante du présent règlement, ou par des articles de renvoi introduits à cette même grille.

Aucune des dispositions de ce règlement ne saurait avoir pour effet d'interdire l'usage à des fins agricoles d'un terrain situé en tout ou en partie dans l'aire de protection du zonage agricole, tel que décrétée par la Commission de protection du territoire agricole du Québec, pour la partie de ce terrain située dans cette aire de protection.

Une grille des usages et des normes est applicable à chacune des zones et contient des dispositions particulières à chaque zone concernant :

1) Les zones

La grille des usages et des normes identifie à l'aide d'une série de lettres et de chiffres la zone illustrée sur le plan de zonage.

2) Les usages autorisés

La grille des usages et des normes comporte une section « Usages autorisés » qui indique les usages qui sont permis dans chaque zone. La présence d'un « • » dans une case signifie que la classe d'usage figurant sur cette ligne est permise. L'absence d'un « • » dans une case signifie que la classe d'usage figurant sur cette ligne n'est pas autorisée pour la zone.

3) Le bâtiment principal

La grille des usages et des normes comporte une section « bâtiment principal» qui prévoit diverses normes applicables à un bâtiment principal en spécifiant au moyen d'un chiffre les dimensions minimales et maximales du bâtiment prescrites selon la ou les classes d'usages autorisés à la section « classes d'usages permis ». Les différentes exigences prescrites pour un bâtiment principal sont les suivantes :

a) la hauteur minimale (en étages)
b) la hauteur maximale (en mètres)
c) la hauteur maximale (en étages)
d) la superficie d'implantation minimale (en mètres carrés)
e) la largeur minimale (en mètres)
f) la profondeur minimale (en mètres)
g) le nombre de logement maximal autorisé par bâtiment
h) le pourcentage maximal d'implantation d'un bâtiment principal sur le terrain qu'il occupe. Ce coefficient correspond au quotient obtenu en divisant la superficie d'implantation au sol du bâtiment principal excluant les galeries, les balcons, les corniches et autres saillies du même genre, par la superficie du terrain sur lequel le bâtiment est érigé.

4) Les marges de recul

La grille des usages et des normes comporte une section « marges de recul » qui prévoit les dégagements minimaux requis entre un bâtiment principal et les limites de terrain sur lequel il est érigé selon la ou les classes d'usages autorisés à la section « classe d'usages permis ». Les différentes marges de recul prescrites sont les suivantes :

a) marge avant minimale (en mètres)
b) marge latérale minimale (en mètres)

c) marge arrière minimale (en mètres).

Le minimum requis pour la marge latérale s'applique sur les deux côtés du bâtiment. Pour un bâtiment dont la structure est jumelée ou contiguë, la marge de recul latérale est de zéro pour le ou les murs du bâtiment qui sont mitoyens.

5) Nombre de logement par bâtiment

Un coefficient indique le nombre maximal d'unités de logement autorisées par bâtiment principal.

6) Les bâtiments accessoires

La grille des usages et des normes comporte une section « bâtiment accessoire » qui prévoit les différentes normes applicables aux bâtiments accessoires de type résidentiel, soit :

a) la marge de recul avant minimale (en mètres)
b) la marge de recul latérale minimale (en mètres)
c) la marge de recul arrière minimale (en mètres)
d) la distance minimale du bâtiment principal (en mètres)
e) la hauteur maximale (en mètres)
f) le pourcentage maximal d'implantation au sol : un coefficient indique le pourcentage maximal que peuvent occuper les bâtiments accessoires sur un terrain. Ce coefficient correspond au quotient obtenu en divisant la somme des superficies d'implantation au sol des bâtiments accessoires, par la superficie du terrain sur lequel les bâtiments sont érigés
g) la superficie maximale d'implantation au sol de l'ensemble des bâtiments accessoires.

7) **Les dispositions spéciales**

La grille des usages et des normes comporte une section « dispositions spéciales » qui indique une prescription spéciale imposée à un usage ou une zone, en plus des normes générales prévues au règlement. Une inscription indique une référence à une section (Sec) ou un article incluant les sous-articles (art) du règlement de zonage. Les dispositions spéciales peuvent aussi faire référence à une Loi particulière qui s'applique dans la zone concernée.

8) Les notes

La section « notes » peut référer à d'autres dispositions ne faisant pas partie intégrante du présent règlement de zonage.

2.11 RÈGLE D'INTERPRÉTATION CONCERNANT LES USAGES PERMIS

Pour déterminer les usages permis dans les différentes zones, les règles suivantes s'appliquent :

1. Dans une zone, seuls sont autorisés les usages principaux énumérés, de même nature, ou s'inscrivant dans un cadre des normes établies;
2. Un usage autorisé dans une zone est prohibé dans toutes les autres zones, à moins que ce même usage soit spécifiquement autorisé dans une ou plusieurs autres zones.
3. L'autorisation d'un usage spécifique exclut cet usage d'un autre usage plus général pouvant le comprendre.
4. L'autorisation d'un usage principal implique automatiquement l'autorisation d'un usage complémentaire sans permis à cet effet, pourvu qu'il soit érigé sur le même terrain que celui-ci. Autrement, l'usage complémentaire devient un usage principal.

2.12 INFRACTIONS ET PEINES

Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement commet une infraction et est passible pour une première infraction, d'une amende de 300$ à 1000$ dans le cas d'une personne physique et d'une amende de 300$ à 2000$ dans le cas d'une personne morale. En cas de récidive le montant de cette amende est de 600$ à 2000$ pour une personne physique et 4000$ dans le cas d'une personne morale.

Si une infraction dure plus d'un jour, elle constitue jour après jour une infraction séparée et la peine est appliquée pour chaque jour qu'a duré l'infraction. Dans tous les cas les frais de la poursuite sont en sus.

2.13 POURSUITES PÉNALES

Le Conseil autorise de façon générale l'inspecteur en bâtiment à entreprendre une poursuite pénale et à délivrer un constat d'infraction contre tout contrevenant à l'une quelconque des dispositions du présent règlement.

2.14 RECOURS CIVIL

En plus de recours pénaux, la municipalité peut exercer devant les tribunaux tous les recours civils à sa disposition pour faire respecter les dispositions du présent règlement.

SECTION 3 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA NOMENCLATURE DES USAGES

3.1 GENERALITES

Pour les fins du présent règlement, les usages autorisés sont classés par groupes d'usages comprenant chacun une ou plusieurs classes ou catégories qui comprennent à leur tour un ou plusieurs usages.

3.2 LE GROUPE HABITATION (H)

(*modifié par le règlement 401-14)*

Habitations d'un (1) ou de plusieurs unités de logement, chacune érigée sur un lot distinct et possédant une entrée privée de l'extérieur, et repartie dans les catégories suivantes :

H-1 Habitation de catégorie I :

- habitation unifamiliale isolée de type bungalow ou cottage

H-2 Habitation de catégorie II :

- habitation unifamiliale jumelée comprenant deux (2) unités de logement séparées par un mur mitoyen vertical

H-3 Habitation de catégorie III :

- habitation unifamiliale en rangée

H-4 Habitation de catégorie IV :

- habitation de type duplex, comprenant deux (2) unités de logement superposées <u>ou juxtaposées, sur un même lot ou</u> sur un lot distinct

H-5 Habitation de catégorie V :

- habitation bifamiliale jumelée de quatre (4) unités de logement séparées deux à deux par un mur mitoyen

H-6 Habitation de catégorie VI :

- immeuble de trois (3) logement, dont chaque unité possède une entrée privée ou une entrée partagée

H-7 Habitation de catégorie VII :

- coopérative d'habitation de huit (8) logements et plus, possédant une entrée privée ou partagée

H-8 Habitation de catégorie VIII :

- maison mobile

H-9 Habitation de catégorie IX :

- habitation de type unifamiliale ou maison mobile sur des propriétés érigée ou destinée à être érigée en vertu de l'article 40, l'article 31 ou l'article 31.1 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, une habitation unifamiliale érigée ou destinée à être érigée pour laquelle une autorisation a été accordée par la *Commission de protection du territoire agricole du Québec* avant le 14 avril 1994 ou une habitation unifamiliale bénéficiant de droits acquis en vertu des articles 101/ 103 de cette Loi

H-10 Habitation de catégorie X :

- immeuble de quatre (4) logements, dont chaque unité possède une entrée privée ou une entrée partagée

H-11 Habitation de catégorie XI :

(ajout 401-19)

- Immeuble de cinq (5) ou de six (6) logements, dont chaque unité possède une entrée privée ou une entrée partagée

3.3 LE GROUPE COMMERCE (C)

Le groupe commercial comprend les classes et catégories suivantes :

C1 Établissement de commerce et services

C1-1 Bureau privé et service professionnel:

- Courtier d'assurance
- Agence immobilière
- Bureau privé d'entrepreneur ou affecté à des métiers spécialisés tels que électricien, plombier, peintre, etc., à la condition qu'il n'y ait aucun entreposage extérieur de matériel ou de stationnement de véhicules lourds
- Services de santé divers (massothérapie, physiothérapie, et autres)
- Professeur privé
- Service de publicité ou graphisme
- Studio de photographie
- Les bureaux de professionnels énumérés au Code des professions (L.Q.1973, chap.43 et amendements)

C1-2 Services personnels :

- Atelier d'artiste
- Cordonnerie
- Tailleur ou courtier
- Salon de coiffure, de beauté et de bronzage
- Serrurier
- Agence de voyage
- Service de garde en milieu familial

C2 Établissement commercial de vente au détail

C2-1 Établissement ou local de vente au détail de biens et de services qui ne requièrent aucun entreposage extérieur

- Institution financière, tel : banque, caisse populaire, etc.
- Bureau de poste ou comptoir postal
- Épicerie ou magasin d'aliments spécialisés
- Boutique et magasin de vente au détail
- Fleuriste
- Club vidéo
- Salon funéraire
- Pharmacie
- Dépanneur, tabagie
- Quincaillerie
- Animalerie
- Antiquaire

C2-2 Établissement de vente au détail de biens et de services avec entreposage extérieur

- Vente de matériaux de construction
- Pépinière (vente au détail et production)
- Centre horticole
- Magasin de fournitures pour animaux
- Établissement de vente au détail d'équipement de jardinage
- Établissement de vente au détail de véhicules récréatifs

C2-3 Vente d'objets à caractères érotiques

- Établissement de vente au détail ou location d'objet à caractère érotique, pornographique ou sexuel

C2-4 Établissement de vente en gros

- Magasin de produits alimentaires, vente en gros
- Magasin de produits manufacturiers
- Magasin de produits chimiques
- Autre magasin de vente en gros

C3 COMMERCES RELIÉS AUX VÉHICULES ET MACHINERIES

C3-1 Commerces reliés à l'entretien et à la réparation de véhicules légers

- Garage de réparation ou d'entretien de véhicules automobiles ou petits moteurs, excluant les véhicules lourds
- Atelier de débosselage et de peinture
- Station-service et poste d'essence
- Lave-autos

C3-2 Commerces reliés aux véhicules lourds

- Garage de réparation ou d'entretien pour véhicules lourds
- Entreprise de transport

C3-2 Autres commerces reliés aux véhicules

- Concessionnaires automobiles
- Services de remorquage
- Stationnement commercial utilisé comme usage principal

C3-3 Services, commerces et industries agricoles

- Commerce de vente, de réparation et d'entretien de machinerie aratoire
- Établissement de vente au détail d'équipement de jardinage et de petite machinerie horticole
- Les usages commerciaux para-agricoles, tels que la vente de grains, de moulée, de semences et d'engrais
- Les activités d'entreposage, de conditionnement et de transformation de produits agricoles

C4 Services d'hébergement, de restauration et de divertissement

C4-1 Établissement d'hébergement privé

- Gîte du passant
- 'Bed and Breakfast'

C4-2 Établissement relié à la restauration et hôtellerie

- Restaurant
- Café terrasse
- Salle de réception
- Cantine ou casse-croûte
- Restaurant avec comptoir extérieur
- Traiteur
- Hôtel, motel
- Auberge

C4-3 Services d'hébergement et de restauration à la ferme

- Gîte à la ferme, offrant en location un maximum de cinq (5) chambres dans la résidence de l'exploitant agricole
- Table champêtre
- Ferme pédagogique
- Kiosque de vente de produits agricoles provenant de la ferme

C4-4 Activités spécifiques, avec ou sans restauration

Acticités spécifiques, incluant les activités annexes, tel un restaurant

C4-4.1 Marina
C4-4.2 Golf
C4.4.3 Centre d'équitation

C4-5 Établissement relié à la consommation de boissons alcoolisées

- Bar
- Discothèque
- Arcade de jeux
- Salle de danse ou spectacle, excluant les activités à caractère érotique

C4-6 Établissement d'activités à caractère érotique

- Établissement affecté aux spectacles de danseurs ou danseuses nus ou aux spectacles de strip-tease
- Établissement où l'on présente dans des salles, cubicules ou isoloirs des films à caractère érotique, pornographique ou sexuel
- Établissement relié à la restauration dont le service est effectué par des personnes nues ou partiellement dénudées

C5 Services récréatifs, sportifs et culturels

C5-1 Activités récréatives intérieures

- Théâtre
- Cinéma
- Boîte à chanson
- Salle de concert
- Salle de billard
- Centre sportif

C5-2 Activités récréatives générales

- Sentier pédestre
- Sentier de ski de randonnée
- Une piste cyclable
- Une piste de motoneige
- Centre d'interprétation de la nature
- Aire de pique-nique
- Les activités assurant la préservation du milieu

C5-3 Activités culturelles

- Musée
- Galerie d'art
- Salle d'exposition

3.4 LE GROUPE INDUSTRIEL (IN)

IN-1 Industrie artisanale

- Ébénisterie artisanale
- Atelier d'électricien ou de plombier
- Atelier de soudure

Ces établissements industriels de cette catégorie répondrent aux critères et exigences qui suivent :

- Il n'y a aucun entreposage ou remisage extérieur de marchandises ou d'équipements, l'ensemble des activités doit se faire à l'intérieur,
- L'intensité du bruit n'est pas supérieure à l'intensité moyenne du bruit normal de la rue et de la circulation aux limites du terrain,
- Il n'y a aucune émission d'odeur, de vapeur, de gaz, de poussière ou de cendres de fumée à l'extérieur du bâtiment,
- Il n'y a aucune émission à l'extérieur du bâtiment.

IN-2 Industrie légère

- Industries des aliments et des boissons
- Industries textiles
- Industrie de l'habillement et bonneterie
- Industrie des portes, châssis et autres bois œuvrés
- Industrie du meuble et des articles d'ameublement
- Imprimeries et activités connexes
- Atelier d'usinage
- Autres Industries manufacturières diverses

Ces établissements industriels de cette catégorie répondrent aux critères et exigences qui suivent :

- L'ensemble des activités doit se faire à l'intérieur. Aucun entreposage ou remisage extérieur de marchandises ou d'équipements,
- L'intensité du bruit n'est pas supérieure à l'intensité moyenne du bruit normal de la rue et de la circulation aux limites du terrain,
- Il n'y a aucune émission d'odeur, de vapeur, de gaz, émission de poussière ou de cendres de fumée au-delà des limites du terrain,
- Aucune lumière éblouissante, directe ou réfléchie émanant d'arcs électriques, de chalumeaux, de phares d'éclairage ou d'autres procédés industriels de même nature, n'est visible au-delà des limites du terrain,
- Aucune chaleur émanant d'un procédé industriel ne doit être ressentie hors des limites du terrain,
- Aucune vibration terrestre ne doit être perceptible au-delà des limites du terrain.

IN-3 Industrie lourde

- Industries du bois, du tabac, du caoutchouc et du cuir

Les établissements industriels de cette catégorie répondent aux critères et exigences qui suivent :

- L'entreposage ou le remisage extérieur de marchandises ou d'équipements ne se fait que dans les cours latérales ou arrière dans une aire entièrement clôturée,
- L'ensemble des activités doit se faire à l'intérieur,
- L'intensité du bruit n'est pas supérieure à l'intensité moyenne du bruit normal de la rue et de la circulation aux limites du terrain,
- Il n'y a aucune émission d'odeur, de vapeur ou de gaz au-delà des limites du terrain,
- Il n'y a aucune émission de poussière ou de cendres de fumée au-delà des limites du terrain,
- Aucune lumière éblouissante, directe ou réfléchie émanant d'arcs électriques, de chalumeaux, de phares d'éclairage ou d'autres procédés industriels de même nature, n'est visible au-delà des limites du terrain,
- Aucune chaleur émanant d'un procédé industriel ne doit être ressentie hors des limites du terrain,
- Aucune vibration terrestre ne doit être perceptible au-delà des limites du terrain.

IN-4 Industrie d'extraction :

- Établissements industriels d'extraction, de manutention ou de raffinage de matières premières
- Carrières et sablières

IN-5 Industrie de recyclage et d'enfouissement

- Cour de regrattier
- Cour de ferrailles
- Entreposage, réparation, vente et achat de véhicules ou pièces de véhicules

3.5 LE GROUPE AGRICULTURE (A)

(modifié 401-18)

A-1 Culture :

Les établissements agricoles strictement voué à la culture, l'aquaculture, la foresterie et la vente de ces produits sur les lieux de production par les propriétaires.

- culture
- serres
- plantation
- érablière
- pépinière
- établissement de l'industrie horticole et maraîchère
- vignoble
- autres activités similaires

A-2 Élevage :

- garde ou élevage d'animaux, à l'exception des porcheries, des poulaillers et de l'élevage d'animaux à fourrure

A-3 Élevage à forte charge d'odeur :

- Font partie de cette catégorie les établissements agricoles à forte charge d'odeur (coefficient d'odeur égal ou supérieur à 1) tels que les élevages porcins, les élevages de gallinacés, les élevages de veaux de lait, les élevages d'animaux à fourrure, etc.

A-4 Chenils :

- Chenil ou fourrière.

3.6 LE GROUPE COMMUNAUTAIRE (P)

Le groupe communautaire comprend les classes et catégories suivantes :

P-1 Communautaire récréatif

- les parcs, les terrains de jeux et les espaces verts

P-2 Communautaire institutionnel et administratif

Sont de cette catégorie les établissements affectés à l'éducation, la santé, le bien-être, le culte et l'administration publique:

- Institution d'enseignement
- C.L.S.C.
- Clinique médicale
- Centre d'accueil
- Maison de retraite
- Garderie publique ou centre de la petite enfance
- Églises et lieux de culte
- Résidences rattachées à la pratique du culte : couvent, monastère, maison de retraite, presbytère
- Cimetières
- Édifices gouvernementaux
- Hôtel de ville
- Caserne de pompiers
- Centre communautaire
- Bibliothèque

P-3 Communautaire utilité publique

Sont de cette catégorie les établissements affectés aux fins de transport d'énergie, de transmission d'énergie, de communication et autres services publics:

- Infrastructures reliées à la production et au transport d'énergie incluant les bâtiments et équipements de service
- Poste d'émission et antenne de transmission d'onde radio, téléphonique, de télévision ou câblodistribution
- Garage municipal
- Usine de filtration ou de traitement des eaux usées
- Station météo

SECTION 4 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À TOUTES LES ZONES

4.1 USAGE DES TERRAINS

Dans chaque zone, seuls sont autorisés les usages spécifiquement mentionnés à la Grille des usages. La classification apparaissant aux grilles est définie aux articles 3.1 à 3.6 du présent règlement.

Sous réserve des dispositions régissant l'implantation des constructions et des usages, rien au présent règlement n'interdit d'affecter un immeuble à plus d'un usage principal dans les zones où plusieurs usages sont permis. Les différents usages peuvent être le fait de plusieurs établissements ou de plusieurs unités différentes sur le même terrain. Ils doivent cependant être tenus dans un seul et même bâtiment.

Lorsqu'un ou plusieurs de ces usages ne sont pas tenus à l'intérieur d'un bâtiment, le terrain occupé par cet usage est réputé contiguë au bâtiment ou aux autres terrains.

L'autorisation de faire un usage principal implique l'autorisation de faire un usage accessoire à cet usage. Le droit d'usage accessoire s'éteint avec la perte du droit d'usage principal.

4.2 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS ET DES USAGES

Toute implantation d'un bâtiment, d'une affectation au sol, d'une structure ou de tout autre aménagement doit satisfaire aux exigences générales du règlement et à celles de la *Grille des usages et des normes* pour la zone d'application ainsi qu'à toute autre disposition générale ou spécifique de ce règlement et les autres règlements municipaux.

4.3 HABITATION À L'ARRIÈRE D'UN LOT

Aucune habitation ne doit être construite ou aménagée à l'arrière d'un lot sur le devant duquel existe déjà un autre bâtiment.

4.4 USAGES PERMIS DANS TOUTES LES MARGES DE RECUL

Règle générale, aucun usage ni construction n'est permis dans les marges de recul, que cet usage soit souterrain, sur le sol ou aérien.

Font exception à la règle générale, les usages et constructions suivants :

1. le stationnement non couvert, jusqu'à 0,60 mètres de la limite du terrain,
2. les trottoirs, aménagements paysagistes, murets, haies, clôtures,
3. les conduites d'aqueduc et d'égout, de même que les puits et installations septiques,
4. les corniches et avant-toits, pourvu que l'empiétement sur la marge n'excède pas 0,45 mètres,
5. les ouvrages de voirie.

4.5 USAGES PERMIS DANS LES MARGES DE RECUL SUPÉRIEURES À DEUX MÈTRES (2M)

Lorsque la marge de recul est supérieure à deux mètres (2m), les usages et constructions suivants peuvent empiéter sur cette marge de recul, à condition de respecter les dispositions suivantes:

1. Les perrons, galeries et avant-toits, pourvu que l'empiétement n'excède pas 1,50 mètres;
2. Les fenêtres en baie et les cheminées faisant corps avec le bâtiment pourvu que la largeur ne soit pas supérieure à 2,40 mètres et que l'empiétement ne soit pas supérieur à 0,60 mètres;
3. Les marquises d'une largeur maximale de 1,80 mètres pourvu que l'empiétement n'excède pas 1,20 mètres;
4. Les escaliers conduisant au rez-de-chaussée et à l'étage inférieur, de même que les escaliers conduisant aux étages supérieurs dans le cas de bâtiments existants, pourvu que l'empiétement n'excède pas 1,20 mètres;
5. L'affichage, selon les dispositions spécifiques s'y appliquant;
6. Les usages et constructions accessoires selon les dispositions spécifiques s'y appliquant.

4.6 MARGES LATÉRALES DES BÂTIMENTS JUMELÉS OU CONTIGUS

La marge latérale imposée aux murs non mitoyens des bâtiments jumelés ou contigus est le total des marges minimum imposées dans le secteur d'application.

4.7 MARGES AVANT DES TERRAINS D'ANGLE

Pour les lots et terrains faisant face à plus d'une rue, la marge de recul avant s'applique sur tous les frontages.

Cette marge de recul doit être mesurée depuis la ligne de rue ou la limite de toute servitude réelle et perpétuelle au même effet.

4.8 USAGE COMPLÉMENTAIRE AUTORISÉ DANS UNE RÉSIDENCE

Les usages complémentaires autorisés dans les résidences sont les suivants :

1. Un bureau professionnel ou un bureau d'affaires d'un travailleur autonome, sans vente de marchandise sur place et sans étalage,
2. Un atelier d'artisan ou un bureau d'affaires d'un travailleur autonome, sans vente de marchandise sur place, sans service de réparation et sans étalage,
3. Une garderie d'au plus neuf (9) enfants,
4. Un salon de coiffure, de barbier et de soins personnels,
5. La location d'au plus 5 chambres, aux conditions suivantes :
    - L'usage « location de chambres » est autorisé uniquement dans le bâtiment principal
    - La location d'un maximum de cinq (5) chambres à coucher est autorisée
    - La location de chambres ne peut permettre l'occupation de celles-ci par plus de deux personnes
    - Les équipements de cuisine sont prohibés dans les chambres louées
    - Toute chambre doit être dotée d'une fenêtre et d'un détecteur de fumée
    - Un maximum d'une personne qui ne réside pas dans le bâtiment principal peut être employée pour l'exercice de cet usage accessoire.
6. Un logement inter-génération aux conditions suivantes :
    - Un seul logement inter génération est autorisé ;
    - Ce logement peut être localisé au rez-de-chaussée, à l'étage et au sous-sol. Au moins la moitié de la superficie de ce logement doit être localisée au rez-de-chaussée ;
    - La superficie de ce logement doit être inférieure à 50% de la superficie de plancher totale de l'habitation incluant le sous-sol tout en respectant un maximum de superficie de 75 m^2 ;

- Un logement inter génération doit être distinct du logement principal. Cependant, l'aménagement d'une porte communicante doit être construite afin de servir d'accès entre les deux logements ;
- Une seule chambre à coucher est autorisée ;
- Un seul espace de stationnement additionnel est autorisé ;
- Un seul numéro civique est autorisé ;
- Une seule porte d'entrée principale par bâtiment est autorisée;
- Une seule boite aux lettres par bâtiment est autorisée;
- Une seule entrée de service par bâtiment est autorisée pour l'aqueduc, l'égout, l'électricité, le téléphone et la câblodistribution.
- Après un an d'inoccupation des lieux, le logement doit être réaménagé pour faire partie intégrante de la résidence

4.9 IMPLANTATION D'UN USAGE COMPLÉMENTAIRE

L'implantation d'un usage complémentaire est soumise à l'émission d'un certificat d'autorisation de la part du Fonctionnaire désigné.

Le certificat sera émis si la demande rencontre toutes les conditions suivantes, en plus des dispositions de stationnement relatives à l'usage :

1. Un seul usage complémentaire peut être établi par logement.
2. Pas plus de 25% de la superficie du logement est affecté à cet usage sauf pour les garderies et la location de chambres.
3. À l'exception des garderies et de la location de chambres, l'usage est tenu dans des locaux distincts mais non détachés du bâtiment principal.
4. Aucune transformation architecturale n'est apportée à l'extérieur du bâtiment.
5. Aucun moyen de publicité de type 'enseigne' ou 'panneau' n'est utilisé à l'exception d'une plaque apposée sur la façade du bâtiment, d'une superficie maximale de 0,6 mètre carré et éclairée par réflexion.
6. Un stationnement supplémentaire est prévu.
7. La location de chambres est uniquement autorisée dans le bâtiment principal et ne peut permettre l'occupation de celles-ci par plus de deux personnes. Les équipements de cuisine sont prohibés dans les chambres louées. Toute chambre doit être dotée d'une fenêtre et d'un détecteur de fumée. Un maximum de une personne qui ne réside pas dans le bâtiment principal peut être employée pour l'exercice de cet usage accessoire.

4.10 USAGES ET CONSTRUCTIONS ACCESSOIRES

L'autorisation de faire un usage principal implique l'autorisation de faire un usage accessoire à cet usage. Le droit d'usage accessoire s'éteint avec la perte du droit d'usage principal.

On distingue, d'une manière non limitative, les usages suivants :

A Usage accessoires à un usage résidentiel:

a) abri d'outils, remise, cabanon,
b) garage particulier ou garage privé
c) une serre non commerciale
d) une piscine et / ou un spa non commerciale et non communautaire
e) les patios et decks
f) un kiosque non destiné à la vente, gazebo
g) antennes
h) foyer
i) une fournaise à bois extérieure
j) stationnement extérieur
k) l'affichage
l) les équipements mécaniques du bâtiment
m) un abri à bateaux, quai
n) une écurie domestique
o) un puits et une installation septique

B Usages accessoires aux établissements commerciaux:

a) les usages accessoires à un usage résidentiel
b) les terrasses
c) les entrepôts
d) les kiosques de perception
e) les bâtiments de préparation des biens à être vendus.

C **Usages accessoires aux établissements manufacturiers et autres activités assimilées**:

a) les usages accessoires à un usage résidentiel
b) les bâtiments abritant les installations sanitaires
c) les entrepôts
d) l'entreposage extérieur
e) les bâtiments abritant les unités de production s'ils sont distincts des bureaux de l'administration
f) la cafétéria à l'usage exclusif.

D **Usages accessoires aux établissements agricoles**:

a) les usages accessoires à un usage résidentiel
b) les granges, silos, séchoir, etc.
c) l'entreposage extérieur
d) système d'irrigation ou de drainage autres que souterrains,
e) les remises et les garages à machinerie agricole
f) les parcs à bestiaux, les plates-formes et fosses à fumier
g) la cafétéria à l'usage exclusif de l'exploitation, etc.

4.11 NORMES D'IMPLANTATION DE CERTAINS USAGES ET CONSTRUCTIONS ACCESSOIRES À L'USAGE RÉSIDENTIEL

A GARAGE, REMISE, CABANON OU GAZEBO

(modifié par le règlement 401-4)

L'implantation d'un garage, remise, d'un cabanon ou d'un gazebo devra se faire selon les dispositions suivantes. Des dispositions spécifiques s'appliquent lorsque le terrain se situe dans la plaine d'inondation. Dans ce cas, les dispositions du chapitre 11 s'appliquent.

1. **Alignement minimum avant** : aucun bâtiment accessoire ne peut être implanté plus près de la rue que ne l'est le bâtiment principal qu'il dessert ou la marge de recul prescrite pour la zone.

2. **Marge de recul latérale minimum** : un mètre (**1m**) et un mètre cinquante **(1,5 m)** si le mur latéral comprend une ouverture

3. **Marge de recul arrière minimum** : un mètre (**1m**) et un mètre cinquante **(1,5 m)** si le mur arrière comprend une ouverture

4. **Hauteur maximum de construction pour garage isolé :** La hauteur totale du garage isolé, mesurée entre le niveau moyen du sol et le faîte du bâtiment, ne peut pas excéder la hauteur du bâtiment principal, ni huit mètres **(8,0 m)** de hauteur, la hauteur la plus restrictive des deux s'appliquant.
   Un seul étage est autorisé, cependant une mezzanine est autorisée, la superficie de celle-ci ne peut excéder 60% de la superficie du garage.
   La hauteur de la porte du garage ne peut pas excéder trois mètres cinq centimètres **(3,05 m)**.

5. **Hauteur maximum de construction pour remise, cabanon et gazébo**: La hauteur maximale d'un cabanon, d'une remise ou d'un gazébo ne peut excéder quatre mètres cinquante (**4,5m**), mesurée depuis le niveau fini de la dalle du plancher jusqu'au faîte du toit. Un seul étage est autorisé pour ces bâtiments accessoires.

6. **Superficie maximum et nombre**:

Garage isolée :

Un seul garage isolé est autorisé par terrain pour une superficie maximale de :

A. 65 m^2 sur un terrain de 930 m^2 ou moins ;
B. 75 m^2 sur un terrain de plus de 930 m^2 et de moins de 2700 m^2;
C. 90 m^2 sur un terrain de 2700 m^2 ou plus;
D. 125 m^2 sur un terrain de plus de 5000 m^2

Remise, cabanon et gazébo :

La superficie maximale autorisée est de vingt quatre mètres carrés (**24 m^2**).

Nonobstant ce qui précède l'ensemble des bâtiments accessoires ne peut pas excéder 15% de la superficie du terrain.

Dans la plaine inondable 0-20 ans la superficie de l'ensemble des bâtiments accessoires est limitée à trente mètres carrés (**30 m^2**).

Un nombre maximal de trois (**3**) bâtiments accessoires est autorisé par terrain.

7. **Distance du bâtiment principal** : Les garages isolés, cabanons, remises et gazébos ne peuvent pas être implantés à moins de trois mètres (**3m**) du bâtiment principal qu'ils desservent.

8. **Apparence extérieure** : Le traitement architectural du bâtiment accessoire doit être le même que celui du bâtiment principal ou s'harmoniser avec celui-ci.

Nonobstant ce qui précède la pente du toit du bâtiment accessoire doit avoir une pente d'un minimum de 30 degrés.

9. **Utilisation d'un bâtiment accessoire** : En aucun temps un bâtiment accessoire à un usage résidentiel ne peut utiliser à des fins commerciales, d'entreposage de machinerie ou de véhicules lourds, ou de logement.

B ABRI D'AUTO

Un seul abri d'auto est autorisé par bâtiment principal, selon les dispositions suivantes :

1. L'abri d'auto doit être annexé au bâtiment principal.
2. Le plan vertical de cet abri, déterminé par les colonnes, le sol et la ligne de toit ne peut être bâti (fermé) dans une proportion supérieure à quarante pour cent (**40%**).
3. Si une porte ferme l'entrée, l'abri est considéré comme un garage aux fins du présent règlement.

C PISCINES

(Modifié par le règlement 401-17)

La construction, l'installation et l'implantation d'une piscine doivent répondre aux conditions suivantes :

1. Toute piscine doit être installée ou construite à une distance minimum d'un mètre et demi (**1,5 m**) des lignes de propriété et ne peut pas être localisé dans la marge de recul en avant.
2. Toute piscine dont le rebord supérieur ne s'élève pas à un mètre vingt (**1,20 m**) de la surface du sol doit être entourée d'une clôture d'une hauteur minimale de un mètre vingt (**1,20 m**). Les ouvertures dans la clôture ne peuvent excéder dix centimètres (**10 cm**). La hauteur entre le sol et le dessous de la clôture ne peut excéder dix centimètres (**10 cm**). Cette clôture doit être munie d'une porte à verrouillage automatique.
3. Toute piscine dont le rebord supérieur s'élève à plus de un mètre vingt (**1,20 m**) de la surface du sol doit être munie d'un système de sécurité en empêchant l'accès.
4. Pour les spa, un couvert verrouillé peut remplacer l'obligation de clôturer.
5. Un espace libre d'au moins un mètre doit être maintenu tout autour de la piscine.
6. Le système de filtration d'une piscine hors terre doit être situé à au moins un mètre cinquante (**1,50 m**) de la piscine à moins qu'il ne soit installé en dessous d'un pourtour de piscine (deck) ou à l'intérieur d'un bâtiment accessoire.
7. La piscine doit être installée à un minimum de trois mètres (**3 m**) d'un mur de fondation d'un bâtiment principal.

D FOURNAISES EXTÉRIEURES

Les fournaises extérieures sont autorisées dans toutes les zones aux conditions suivantes :

1. Une seule fournaise extérieure est autorisée par terrain.

2. Il est interdit de brûler les matériaux suivants dans une fournaise extérieure :

   - Les déchets incluant de manière non limitative : la nourriture, les emballages, les débris de démolition ou de construction et autres déchets,
   - Les huiles usées et les autres produits pétroliers,
   - L'asphalte et les autres produits contenant de l'asphalte,
   - Le bois peint ou traité, et de manière non limitative, le contreplaqué et les autres sous-produits du bois,
   - Le plastique, les contenants de plastique incluant de manière non limitative le nylon, le PVC, le polystyrène, la mousse d'uréthane et les autres matières synthétiques,
   - Le caoutchouc et incluant de manière non limitative les pneus et les sous-produits du caoutchouc,
   - Le papier, le carton et les matières devant être récupérés dans le cadre de la collecte sélective et de la réglementation en vigueur dans la municipalité.

3. Une fournaise extérieure doit être localisée à une distance minimale de 150 mètres de toute résidence qui n'est pas située sur la même propriété.

4. Elle doit avoir une cheminée d'une hauteur minimale de six mètres (**6m**) au dessus du niveau du sol.

5. Elle doit respecter une distance minimale de cinq mètres (**5m**) d'une ligne de terrain latérale ou arrière ainsi que d'un bâtiment principal ou accessoire.

E ÉOLIENNE DOMESTIQUE

Une éolienne domestique est autorisée aux conditions suivantes :

1. Une seule éolienne domestique est autorisée par propriété.
2. L'éolienne doit être localisée à une distance minimale équivalente à deux fois sa hauteur hors tout d'une résidence voisine et à un minimum de trois mètres **(3m**) d'une ligne de terrain latérale ou arrière.
3. La partie mobile d'une éolienne domestique doit avoir un diamètre maximal de deux mètres (**2m**).
4. Une éolienne domestique doit être entretenue et maintenue en bon état de fonctionnement afin d'assurer un niveau sonore respectable pour le voisinage et le bien-être de la communauté.

4.12 ARCHITECTURE ET APPARENCE EXTÉRIEURE DES CONSTRUCTIONS

L'emploi de wagon de chemin de fer, d'autobus ou d'autres véhicules ou de contenant est prohibé à toute fins que ce soit. La construction de bâtiment en forme de fruits, d'être humain ou d'animal, de contenant ou de formes s'y apparentant est aussi prohibée.

Tout bâtiment ayant la forme générale d'un demi cylindre couché, c'est-à-dire dont les murs et la toiture ne forment qu'un tout et dont la coupe transversale est une ligne continue, plus ou moins circulaire ou elliptique est prohibé sauf pour un bâtiment utilisé à des fins agricoles sur une terre en culture.

Les matériaux suivants sont prohibés pour le revêtement extérieur de tout bâtiment :

- La tôle ondulée non architecturale, à l'exception des bâtiments agricoles en zone agricole,
- Papier goudronné ou bardeau avec fini gravelé imitant la pierre, la brique ou tout autre matériau du genre,
- Carton fibre goudronné,
- Pare air ou matériaux d'isolation,
- Fibre de verre.

Fondations d'un bâtiment principal et de tout bâtiment accessoire destiné au commerce ou à l'industrie

Aucune partie <u>apparente</u> de la fondation ne peut s'élever à plus d'un mètre cinquante (1,50 m) du niveau moyen du sol mesuré au pourtour de la construction.

Le plancher du rez-de-chaussée ne doit excéder de plus d'un mètre soixante-cinq (1,65 m) le niveau du centre de la rue située en façade. Si le niveau du centre de la rue est plus bas que celui de la cote de la crue de récurrence de 100 ans, le plancher du rez-de-chaussée ne doit excéder de plus d'un mètre soixante-quinze (1,75 m) la cote de la crue de récurrence de 100 ans.

Nonobstant ce qui précède, les mesures d'immunisation énumérées à l'article 11.10 ont préséance.

SECTION 5 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX USAGES ET AUX BÂTIMENTS TEMPORAIRES

5.1 ROULOTTES ET ROULOTTES MOTORISÉES

Les roulottes et roulottes motorisées sont autorisées sur le territoire de la municipalité uniquement sur les terrains de camping ou en stationnement ou entreposage sur le terrain du propriétaire.

Nonobstant de ce qui précède, le propriétaire de la roulotte et roulotte motorisée pourra obtenir un permis de stationnement sur son terrain le **1e mai au 31 octobre** et un permis d'entreposage du **1e novembre au 30 avril**. Une demande devrait être transmise pour l'émission de ce permis au moins quinze (**15**) jours avant la date d'entreposage. Ce permis ne sera émis que si ladite roulotte et roulotte motorisée a occupé ce même terrain au cours de la période du **1e mai au 31 octobre.**

Le propriétaire de la roulotte et roulotte motorisée doit également être propriétaire du terrain sur lequel s'effectue le stationnement. Dans le cas de propriétaires conjoints, la demande de l'un des deux suffit.

Le requérant devra signer une attestation de la non occupation de la roulotte et roulotte motorisée lors de la période d'entreposage. Le permis d'entreposage doit être renouvelé à chaque année.

De plus, les normes suivantes s'appliquent :

1. Une seule roulotte ou roulotte motorisée par terrain.
2. La période d'occupation autorisée s'étend du **1e mai au 1e novembre**.
3. La roulotte ou roulotte motorisée doit être munie d'un système sanitaire autonome (à vidange périodique).
4. Aucune annexe ne peut être rattachée directement à la roulotte ou roulotte motorisée, ni aucun toit rigide n'est permis autour de la roulotte ou roulotte motorisée. Sont permis : uniquement les toits de toile montés sur ossature métallique et fabriqués expressément pour cette usage.
5. Il est interdit de faire reposer une roulotte sur un solage, d'en enlever les roues ou de fermer le dessous avec quelque matériel que ce soit
6. Il est interdit d'installer des bonbonnes de gaz supplémentaires à celles prévues par le manufacturier
7. Aucun appareil normalement installé à l'intérieur d'une roulotte ou roulotte motorisée ou de tout autre type d'habitation ne peut être laissé à l'extérieur de la roulotte (ex appareils ménagers).
8. Les roulottes et roulottes motorisées ne peuvent servir à abriter un usage autre que récréatif. Sont spécifiquement exclus les usages de roulottes à des fins commerciales.

5.2 VÉHICULES COMMERCIAUX

Le stationnement et l'entreposage de véhicules commerciaux ou camions est permis dans toutes les zones, sauf les *zones R et RCZ*, mais le nombre maximum de véhicules commerciaux est limité à deux (**2**) par terrain et comportant un maximum de huit (**8**) essieux pour les deux véhicules, sauf dans les zones commerciales et pour les activités agricoles.

Le stationnement ou entreposage de véhicules commerciaux ou camions dans les *zones R et RCZ* est permis et limité à un (**1**) par adresse civique, comportant un maximum de quatre (**4**) essieux.

5.3 ABRI D'AUTO HIVERNAL

Un abri d'auto hivernal est autorisé aux conditions suivantes :

1. Un seul abri d'auto hivernal est autorisé par terrain.
2. Cet abri est autorisé uniquement du **15 octobre** d'une année au **15 avril** de l'année suivante.
3. Cet abri doit être confectionné de toiles ou de panneaux mobiles et translucides.
4. Une marge de recul avant minimale de deux mètres (**2m**) doit être respectée.

5.4 VESTIBULE D'ENTRÉE TEMPORAIRE

L'installation temporaire d'un vestibule d'entrée (tambour) est autorisée entre le **15 octobre** d'une année et le **15 avril** de l'année suivante. Ce tambour doit s'harmoniser au bâtiment auquel il est joint et ne pas être érigé à moins de un mètre de toute limite de terrain ou de la rue.

5.5 BÂTIMENT DE CHANTIER

Seuls les bâtiments temporaires requis durant la construction d'édifices ou l'exécution de travaux publics pour des fins de bureau temporaire ou d'entreposage temporaire de matériaux et d'outillage sont autorisés aux conditions suivantes :

1. Les bâtiments de chantier sont autorisés sur le terrain faisant l'objet des travaux uniquement.
2. Ces bâtiments ne peuvent demeurer sur le terrain que pour une période maximale de douze mois et doivent être enlevés ou démolis dans les quatorze jours suivant la fin des travaux.

3. Un bâtiment de chantier ne peut servir à l'habitation.
4. Une fois les travaux complétés le bâtiment de chantier ne peut servir d'annexe, d'agrandissement ou de bâtiment accessoire au bâtiment ou à l'usage principal.
5. Les constructions et bâtiments doivent être démolis ou déménagés dans les trente (**30**) jours suivant la fin du chantier.

5.6 BÂTIMENTS DE CIRQUE FORAIN, DE FOIRE AGRICOLE OU D'ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX

Les bâtiments de cirque forain, de foire agricole ou d'événements spéciaux sont autorisés. À moins d'autorisation spécifique, ces bâtiments peuvent être érigés quinze (15) jours avant l'événement et devront être enlevés quinze (15) jours suivant la fin de cet événement.

5.7 VENTE DE GARAGE

Les ventes de garage sont autorisées aux conditions suivantes :

Une seule vente de garage est autorisée par année, par propriété. La durée maximale d'une vente de garage est de deux jours.

SECTION 6 : AMÉNAGEMENT DES TERRAINS

6.1 AMÉNAGEMENT DES LIMITES DES PROPRIÉTÉS

Des clôtures ornementales édifiées selon les règles de l'art, des haies ou des murs peuvent être implantés dans les marges et/ou le long des lignes de lots, sous réserve de ce qui suit :

A Clôtures

Les clôtures dites ornementales et ne dégradant donc pas la valeur esthétique et foncière, si applicable, du terrain sont permises, tel que les planches ou treillis de bois peint, traité ou teint, la tôle peinte ou émaillée, du PVC, du fer forgée ou équivalent, excluant spécifiquement les matériaux suivants : palettes de bois, tôle rouillée ou ondulée, broches à poulet, fils de fer barbelés. etc.

B Hauteur des clôtures et des haies

La hauteur maximale permise des clôtures et des haies sur la marge de recul avant est d'un mètre (**1,00 m**).

Le long des lignes latérales au-delà de la marge de recul avant et le long des lignes arrières, la hauteur des clôtures et des haies peut être portée à deux mètres (**2,00 m**).

Autour des cours d'école, des terrains de jeux, des édifices publics et des aires de stationnement, il est possible d'implanter des clôtures de deux mètres (**2,00 m**) de hauteur minimum.

C Triangle de visibilité, terrain de coin

Pour les lots de coin, un triangle de visibilité exempt de tout obstacle plus haut que soixante dix centimètres (**0,70 m**) mesuré à partir du niveau de la rue, doit être respecté.

Ce triangle doit avoir six mètres (**6,00 m**) de côté au croisement de *toute rue à quinze mètres (***15 m***) d'emprise ou moins,* et neuf mètres (**9,00 m**) de côté au croisement de *toute rue avec une emprise supérieure à quinze mètres (***15 m***).*

Ce triangle est mesuré à partir du point d'intersection des deux (**2**) lignes de rue ou de leur prolongement.

D Distance par rapport à l'emprise de rue

Les clôtures, les haies et les murs de soutènement doivent être construits sur la propriété privée, à une distance d'au moins soixante centimètres (**0,60 m**) de l'emprise de la rue.

E Clôture de fil barbelé

Les clôtures de fils barbelés sont permises uniquement dans les zones agricoles. Dans toutes les autres zones, le fil barbelé est permis au sommet des clôtures de plus de deux mètres (**2,00 m**) de hauteur pour les édifices publics, terrains de jeux, industries et commerces de gros.

F Clôture autour de certains usages et certains terrains

Les propriétaires, locataires ou occupants de terrains où sont déposés des débris de fer, des carcasses de véhicules ou autres rebuts (où sont déposés des débris de fer, des carcasses de véhicules ou autres rebuts quelconques), doivent entourer leur terrain d'une clôture non ajourée d'une hauteur d'au moins deux mètres (**2,00 m**) et maximum de deux mètres cinquante (**2,50 m**).

À l'avant, cette clôture doit être construite à la distance d'alignement prescrite pour la zone considérée. De plus, une haie doit être plantée et entretenue le long de cette clôture à quatre-vingt-dix centimètres (**0,90 m**) de ladite clôture, entre celle-ci et la ligne de rue.

H Nouveaux sites d'entreposage de carcasses d'automobiles

Les nouveaux sites d'entreposage de carcasses d'automobiles devront comporter :

- Une clôture non ajourée de deux mètres cinquante (**2,50 m**) de hauteur.

ou

- Un talus de deux mètres cinquante (**2,50 m**) recouvert de végétation.

La clôture ou le talus sera installé en tout ou en partie autour des lieux d'entreposage.

Une marge de recul de quinze mètres (**15 m**) entre le site d'entreposage et la rue devra être respectée afin de procurer un espace de stationnement et de déchargement sécuritaire.

6.2 NORMES D'ENTREPOSAGE EXTÉRIEUR

1. L'entreposage extérieur est uniquement permis dans les zones à dominance commerciales.

2. Tout entreposage extérieur doit être entouré d'une clôture.

3. L'entreposage est permis uniquement dans les cours arrière et latérales.

4. Dans les zones commerciales, les aires libres peuvent être utilisées pour l'entreposage de matériaux. Toutefois, un permis spécial peut être émis par la municipalité pour l'entreposage de matériaux de construction pendant toute construction, réparation, modification ou démolition d'un bâtiment. Le permis ne s'applique que pour la durée de la construction ou des modifications. L'entreposage doit cesser immédiatement après la fin des travaux.

5. L'entreposage extérieur de carcasses de véhicules désaffectés est strictement prohibé dans les zones résidentielles. Dans les autres zones, un tel entreposage doit être conforme aux dispositions de l'article 6.1 – H du présent règlement. En aucun cas, l'entreposage extérieur ne doit excéder la hauteur d'une clôture réglementaire érigée en fonction de l'usage. Font exception à cette règle : l'entreposage d'une seule remorque domestique sur un terrain de type résidentiel, l'entreposage d'un bateau dans une zone de type RCZ ou une roulotte en stationnement sur le terrain du propriétaire, à un minimum de deux mètres (2 m) de l'emprise de toute rue.

6. L'entreposage et l'étalage extérieurs ne doivent en aucun cas être situés à moins de huit mètres (**8m**) de la marge avant.

6.3 AMÉNAGEMENT PAYSAGER

Les dispositions du présent article s'appliquent à tous les terrains situés dans les zones à dominance résidentielle et commerciale, incluant les terrains vacants.

1. Tout propriétaire d'immeuble situé dans la municipalité doit garnir son terrain de gazon, d'arbustes ou d'arbres, sous réserve de l'article 6.3 du présent règlement.

2. Les aires libres aménagées en pelouse doivent être entretenues régulièrement de façon à conserver un aspect de propreté à la propriété.
3. Les aires libres doivent être maintenues dans un état constant de propreté, être exemptes de plantes vénéneuses ou nuisibles et gardées libres en tout temps de rebuts, de déchets et de débris de toute sorte. Tout arbre mort doit être abattu lorsqu'il constitue un danger public.
4. Les allées pour piétons, accès pour voitures automobiles et les espaces de stationnement doivent être entretenus de façon à assurer la sécurité d'accès en tout temps dans les conditions normales d'utilisation.
5. Tout bois de chauffage doit être placé et cordé proprement. En aucun temps, le bois de chauffage ne peut être placé sur la partie de lot située en façade d'un bâtiment donnant sur rue.

6.4 PLANTATION D'ARBRES OU D'ARBUSTES

La plantation d'arbres ou d'arbustes est permise sur toute propriété privée.

Cependant, la plantation des essences suivantes est interdite à moins de soixante mètres (**60m**) d'une emprise de voie publique ou d'un réseau souterrain d'utilité publique et à proximité des fils électriques :

- Peuplier de Lombardie
- Saule
- Tremble
- Érable argenté

6.5 USAGE DU TROTTOIR ET DES RUES

Nul n'a le droit de se servir d'une partie du trottoir ou de la rue pour mettre des matériaux, machineries ou autres.

Les constructions et aménagements doivent être érigées sur la propriété privée.

SECTION 7 : STATIONNEMENT

7.1 STATIONNEMENT, RÈGLE GÉNÉRAL

Le stationnement est considéré comme un usage accessoire et à ce titre, il peut être placé dans les cours latérales et arrière.

Il doit être prévu pour tout terrain construit, un espace de stationnement hors rue selon les dispositions du présent règlement.

Les propriétaires ou futurs propriétaires des établissements existants ne sont pas tenus de respecter cette réglementation tant et aussi longtemps que leurs établissements ne seront pas agrandis ou l'usage a été modifié. Dans le cas d'un agrandissement, seul l'agrandissement est soumis aux présentes normes. Dans le cas d'un nouvel usage, le nombre d'espaces de stationnement doit être conforme aux prescriptions du présent règlement.

7.2 EMPLACEMENT DES AIRES DE STATIONNEMENT

Les aires de stationnement pour les usages commerciaux et industriels ne doivent pas être situées à plus de cent cinquante mètres (**150 m**) des accès des bâtiments concernés.

Dans le cas d'un terrain utilisé principalement comme terrain de stationnement public, le stationnement est aussi permis dans la marge de recul avant jusqu'à 1,50 mètres (5 pieds) de l'alignement de la voie publique.

7.3 DIMENSIONS DES CASES DE STATIONNEMENT ET DES ALLÉES

1. Chaque case de stationnement doit avoir les dimensions minimales suivantes :

Longueur :	5,5 mètres
Largeur :	2,6 mètres
Superficie :	14,3 mètres carrés

2. La largeur minimum d'une allée de circulation ainsi que la largeur minimum d'une rangée de cases de stationnement et de l'allée de circulation qui y donne accès doivent être conformes aux dispositions du tableau suivant.

Tableau 7.3 : Allées et rangées de circulation d'un stationnement

Angle de stationnement	Largeur d'une allée de circulation	Largeur totale d'une rangée de cases et de l'allée de circulation
0°	3 m	5,8 m
30°	3 m	7,6 m
45°	3,3m	8,8 m
60°	5,2 m	10,9 m
90°	5,2 m	11,8 m

7.4 AMÉNAGEMENT DES AIRES DE STATIONNEMENT COMMERCIALES

Toutes les aires de stationnement doivent être aménagées selon les dispositions suivantes :

1. Toutes les surfaces carrossables de plus de trois voitures doivent être asphaltées ou recouvertes de béton ou autre matériel stabilisé agréé.
2. Toutes les surfaces carrossables doivent être drainées.
3. Toute aire de stationnement extérieure de plus de trois voitures doit être entourée d'une bordure de béton ou de madrier d'au moins quinze centimètres (0,15 m) de hauteur et situé au minimum à un mètre (1,00 m) des lignes séparatrices des terrains adjacents.
4. Le requérant doit aménager sur le pourtour d'une aire de stationnement pour trois (3) voitures et plus, sauf aux accès, une bande plantée d'au moins un mètres et demi (1,50 m) de largeur entièrement située sur le lot.

7.5 ACCÈS COMMERCIAL À LA VOIE PUBLIQUE

Les allées de circulation et d'accès à la voie publique doivent être prévues pour toute aire de stationnement de plus de deux (2) places. Des aires de stationnement pour une (1) ou deux (2) voitures peuvent être desservies directement à partir de la voie publique.

Les allées de circulation dans l'aire de stationnement ainsi que les allées d'accès ne peuvent, en aucun cas, être utilisées pour le stationnement.

Les rampes ou allées d'accès ne doivent pas avoir une pente supérieure à dix pour cent (**10%**). La pente ne doit commencer en deçà de cinq mètres (**5,00 m**) de la ligne de la rue, ni être située à moins de douze mètres (**12 m**) de l'intersection de deux rues.

7.6 NOMBRE MINIMAL D'ESPACES DE STATIONNEMENT

Le nombre de place de stationnement varie selon l'usage. Pour les usages non mentionnés dans le présent article, le nombre d'espaces est déterminé en utilisant les exigences mentionnées pour un usage comparable.

Tableau 7.6 : Nombre d'espaces de stationnement

Usage	**Nombre de places**
Résidentiel	1 espace de stationnement hors rue par logement.
Automobiles et machinerie	1 place par 100 m^2 de plancher ou 1 case par 5 employés (le grand des deux s'applique)
Banques, caisses populaires	1 place par 10 m^2 de plancher, plus 1 place par 35 m^2 additionnels
Bureaux d'affaires	1 place par 35 m^2 de plancher
Cliniques médicales	5 places par médecin
Entrepôt, vente de gros, cours	1 place par 45 m^2 de plancher (jusqu'à 8000 m^2),

d'entrepreneurs, cours à bois et autres usages	plus 1 place par 100 m^2 supplémentaires de plancher
Établissements de vente au détail non mentionnés ailleurs	Moins de 500 m^2 de plancher : - 1 place par 25 m^2 De 500 à 2000 m^2 de plancher : - 20 places, plus 1 place par m^2 au delà de 500 m^2 de plancher Plus de 2000 m^2 de plancher : - 120 places, plus 1 place par 10 m^2 au delà de 500 m^2 de plancher
Hôtels, motels	1 place par chambre, jusqu'à 40 chambres, plus 1 place par 4 chambres supplémentaires (plus les places requises par les autres usages, tels que restaurant, bar, etc.)
Industries	1 place par 60 m^2 de plancher
Magasins de meubles, quincailleries, vente d'appareils ménagers, merceries	1 place par 55 m^2 de plancher

7.7 TERRAIN DE STATIONNEMENT COMMUN

L'aménagement d'un espace de stationnement commun à plus d'un usage peut être autorisé par l'inspecteur des bâtiments si le projet est conforme aux prescriptions suivantes :

1. Le nombre total d'espaces ne peut être inférieur à 80% du total des espaces requis pour chaque usage;
2. Le terrain de stationnement doit être situé dans la zone commerciale et à une distance maximum de trois cent cinq mètres (305 m) de l'usage le plus éloigné.

SECTION 8 : RÈGLES D'AFFICHAGE

8.1 ENSEIGNES AUTORISEES SANS AUTORISATION PREALABLE

Les enseignes suivantes sont autorisées sans autorisation préalable :

1. Une enseigne permanente ou temporaire émanant d'une autorité publique, municipale, régionale, provinciale ou fédérale.
2. Une enseigne commémorant un fait public ou un fait historique.
3. Une enseigne se rapportant à la circulation et la commodité du public, y compris une enseigne indiquant un danger ou identifiant les cabinets d'aisance, les entrées de livraison pourvu qu'elles n'aient pas plus de 0,5 m^2.
4. Une enseigne identifiant l'architecte, l'ingénieur, l'entrepreneur et les sous-entrepreneurs d'une construction pourvu qu'elles n'aient pas plus de trois mètres carrés ($3m^2$).
5. Une enseigne indiquant les heures des offices et activités religieuses ainsi qu'une enseigne indiquant les heures d'ouverture d'un commerce et les menus des établissements de restauration pourvu qu'ils n'aient pas plus de $0,5m^2$.
6. Les inscriptions sur les silos de ferme, limitées à l'identification de la ferme, du propriétaire ou d'un produit agricole, incluant les enseignes temporaires pour annoncer les produits agricoles des kiosques agricoles.
7. Les tableaux peints sur la face extérieure des murs d'un bâtiment pour l'embellissement des lieux et ne faisant aucune réclame en faveur d'un produit ou d'une entreprise quelconque.
8. Une enseigne d'identification professionnelle et qui n'indique pas autre chose que : le nom, l'adresse et la profession de l'occupant et ne mesurant pas plus de $0,25m^2$.
9. Une enseigne annonçant la mise en location ou la vente d'un terrain ou d'une propriété d'au plus $0,5m^2$.
10. Les enseignes dans les vitrines d'un commerce pourvu qu'elles n'occupent pas plus de 20% de la vitrine. Les affiches et les signaux se rapportant à la circulation, à l'arrêt et au stationnement des véhicules.
11. Les affiches sur papier, tissus et autres matériaux non rigides, installés temporairement à l'occasion d'un carnaval, d'une exposition, d'une manifestation religieuse, patriotique ou d'une campagne de souscription publique, et ne servant pas à d'autres fins.

8.2 ENSEIGNES PROHIBES

Les enseignes suivantes sont prohibées :

1. Les enseignes installées à l'intérieur du triangle de visibilité.
2. Les enseignes clignotantes et les enseignes dotées de feux giratoires.
3. Les enseignes ou panneaux réclames pivotantes, rotatives ou animées.
4. Les enseignes temporaires ou permanentes amovibles, disposées sur roues, traîneau ou transportables de quelque façon que ce soit, sous réserve d'autres dispositions.
5. Les enseignes dont le contour a la forme humaine, d'un animal ou d'un objet usuel.
6. Toute enseigne peinte sur les clôtures, les murs et les toits d'un bâtiment.
7. Les enseignes directement peintes ou autrement imprimées ou installés sur un véhicule, une partie de véhicule, du matériel roulant, des supports portatifs ou autrement amovibles.
8. Les enseignes sur ballon ou autre dispositif en suspension dans les airs et reliés au sol, sous réserve d'autres dispositions.

8.3 ENSEIGNES TEMPORAIRES

L'affichage temporaire pour toute fin d'une durée maximale de 30 jours est autorisé, en autant que les autres prescriptions sur l'affichage soient respectées.

L'affichage temporaire pour annoncer les kiosques de vente agricoles est autorisé dans la zone agricole durant la saison estivale.

8.4 LOCALISATION DES ENSEIGNES

1. L'affichage n'est autorisé qu'au lieu où est dispensé le service annoncé.
2. Aucune enseigne ne peut être installée sur un toit, devant une fenêtre ou une porte, ni bloquer, masquer, dissimuler ou être installée sur une galerie, un balcon, un escalier de secours ou une clôture.
3. La distance minimale entre la projection au sol d'une enseigne et le trottoir, la rue, la bordure de rue ou les lignes de propriété ne peut être inférieure à 0,60 mètre à moins que le bas de l'enseigne soit situé à une hauteur minimale de trois 3 mètres (3 m) du sol.

8.5 MATERIAUX AUTORISES

Seuls le bois massif, le fer forgé, l'aluminium, le bronze, le verre, le canevas et les plastiques sont autorisés dans la construction des enseignes.

Une enseigne doit être placée sur un poteau ou support qui a été érigé exclusivement à cette fin. Aucune enseigne ne peut être placée sur un arbre.

8.6 ECLAIRAGE D'UNE ENSEIGNE

Toute enseigne peut être éclairée par réflexion à la condition que la source lumineuse d'une telle enseigne ne soit pas visible de la voie publique et qu'elle ne projette directement ou indirectement aucun rayon ou éclat lumineux hors du terrain sur le lequel l'enseigne est située.

Toute enseigne peut être lumineuse par translucidité, c'est-à-dire illuminée par une source de lumière constante placée à l'intérieur de l'enseigne, à la condition que celle-ci soit faite de matériaux translucides et non transparents qui dissimulent cette source lumineuse.

L'alimentation électrique d'une enseigne ne doit en aucun cas être apparente. Les enseignes détachées du bâtiment doivent être alimentées en souterrain.

8.7 CALCUL DE LA SUPERFICIE D'UNE ENSEIGNE

La superficie d'une enseigne ajourée ou pleine est la surface de la figure géométrique formée par le périmètre extérieur de l'enseigne. En présence d'un cadre ou de tout autre dispositif semblable, le cadre ou le dispositif doit être compté dans la superficie.

Lorsque les deux faces d'une enseigne sont identiques, la superficie de cette enseigne est réputée être celle d'une seule des deux faces à la condition que ces deux faces soient séparées par une distance maximale de 45 centimètres.

La hauteur d'une enseigne comprend toute la structure de l'enseigne et son support et se mesure depuis le sol nivelé adjacent au support jusqu'à l'arête supérieure de la surface de l'enseigne.

8.8 DISPOSITIONS SPECIFIQUES SELON LE TYPE D'ENSEIGNE

Le tableau suivant spécifie les dispositions selon le type d'enseigne.

Tableau 8.8.1 : Dispositions spécifiques selon le type d'enseigne

TYPE D'ENSEIGNE	Dispositions spécifiques	Saillie ou projection maximale	Superficie maximale	Hauteur maximale
Posée à plat sur un mur	- doit faire face à la rue ou le service est dispensé. - doit être situé sous le niveau du toit, sur le mur du rez-de-chaussée	Maximum 30 centimètres	5,00 m2	
Projetante	- ne doit pas être distancée de plus de 30 centimètres du mur du bâtiment		ne doit pas excéder 2,00 mètres	
Sur poteau	- la hauteur libre minimale sous cette enseigne doit être 2,4 mètres.		3,00 m2	6,00 m
Sur muret			2,00 m2	1,50 m
Sur auvent	- aucune partie d'un auvent ne doit être situé à une hauteur inférieure à 2,2 mètres de toute aire de circulation. - la superficie concerne uniquement l'espace occupé par l'emblème, l'inscription ou le symbole.	2 mètres	doit être comptabilisée dans la superficie totale autorisée pour les enseignes posées à plat sur un mur	

8.8.2 Dispositions particulières pour l'affichage des usages commerciaux et agricoles le long des axes routiers de 70km/h et plus

(Modifié par le règlement 401-10)

TYPE D'ENSEIGNE	Dispositions spécifiques	Superficie maximale	Hauteur libre minimale	Hauteur maximale
Sur poteau	Dans les corridors routiers de 70 km/h	5,00 m2	2.40 m	6,00 m
Sur poteau	Dans les corridors routiers de 90 km/h	7,00 m2	2.40 m	6,00 m
Sur poteau	Avec une marge de recul de 3 mètres, calculée à partir de l'emprise de la rue.	8,00 m2	aucune	6,00 m

8.9 NOMBRE MAXIMAL ET TYPE(S) D'ENSEIGNES AUTORISÉS

Le nombre maximal et le type d'enseignes autorisés varient selon l'usage.

A Usages résidentiels

Lorsqu'un usage accessoire de type commercial est autorisé pour un usage résidentiel, une seule enseigne posée à plat sur la façade principale du bâtiment d'une superficie maximale de 0,5m^2 est autorisée.

B Usages commerciaux et industriels

Le nombre maximal d'enseignes autorisé pour les usages commerciaux et industriels est de deux (2), aux conditions suivantes :

1. Une (1) seule enseigne attachée au bâtiment est autorisée. Cette enseigne peut soit être posée à plat, soit être projetante.
2. Dans le cas où il existe plusieurs établissements commerciaux ou industriels dans le même bâtiment, une (1) enseigne posée à plat par établissement est autorisée. Toutefois la superficie maximale de ces enseignes est de 2m^2 par établissement distinct.
3. Une enseigne sur auvent est autorisée sans restriction du nombre, mais sa superficie doit être comptabilisée dans la superficie totale autorisée;
4. Une (1) seule enseigne détachée est autorisée par établissement. Les enseignes doivent cependant être installées sur un seul poteau ou muret.

C Usages communautaires

Le nombre maximal d'enseignes autorisé par bâtiment principal pour un usage communautaire est de deux (2) aux conditions suivantes :

1. Une (1) seule enseigne posée à plat sur le bâtiment est autorisée ;
2. Une (1) seule enseigne sur muret ou poteau est autorisée.

D Usages agricoles

Le nombre maximal d'enseignes autorisé pour un usage agricole est de une (1) aux conditions suivantes :

1. Une (1) seule enseigne sur poteau ou sur muret est autorisée.

   Les inscriptions sur les silos de ferme limitées à l'identification de la ferme, du propriétaire ou d'un produit agricole ne sont pas incluses dans le calcul de la superficie autorisée.

SECTION 9 : DISPOSITIONS CONCERNANT CERTAINES ZONES ET CERTAINS USAGES

9.1 USAGES SPÉCIFIQUES À LA ZONE CA-5

(Modifié par le règlement 401-13)

Nonobstant les usages permis à la grille des usages pour la zone CA-5 :

Sont permis spécifiquement les usages et activités suivants:

- les salles de réception avec ou sans alcool;
- les restaurants;
- les établissements servant à la vente et l'entretien de machinerie aratoire
- les marchés aux puces à l'intérieur d'un bâtiment, ou à l'extérieur seulement en cour arrière;
- Boutique et magasin de vente au détail ne comportant aucun entreposage extérieur.

Sont exclus spécifiquement dans la zone CA-5 les activités et usages suivants:

- le commerce de vente et d'entreposage d'automobiles et de pièces d'automobiles.

9.2 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES RELATIVES À L'IMPLANTATION D'UN CHENIL

Sans réduire la généralité du règlement, l'implantation d'un chenil est assujettie aux dispositions suivantes :

1. Le chenil doit être implanté à une distance minimale de 300 mètres d'un chemin public et de 500 mètres de toute habitation voisine, et à une distance minimum 30 mètres d'une résidence située sur le terrain de l'élevage.
2. Toutes les opérations doivent être conduites dans un bâtiment fermé pourvu d'un plancher de béton, lequel est étanche à l'eau et facile d'entretien.
3. Il est possible d'aménager une cour d'exercice contiguë au bâtiment d'élevage.

4. La superficie de la cour d'exercice peut être au plus égale à la superficie du bâtiment auquel elle se rattache.
5. La cour d'exercice doit être entourée d'une clôture de maille de fer ; une telle clôture doit avoir une hauteur non inférieure à 2,4 mètres et les mailles ne peuvent présenter d'alvéoles d'une dimension supérieure à 15 cm de côté. La partie inférieure de la clôture doit être ancrée au sol de manière à empêcher les animaux de creuser des canaux pour fuir ;
6. L'évacuation des excréments, eaux de lavage et autres rejets doit être effectuée par un procédé autorisé en vertu du règlement sur l'évacuation des eaux usées des résidences isolées (c. Q-2, r.8).

9.3 MAISONS MOBILES

Les maisons mobiles ne sont autorisées que dans les zones agricoles pour fins agricoles, en conformité avec les dispositions de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec* ou dans un parc de maison mobiles.

9.4 STATIONS-SERVICE ET POSTES DE DISTRIBUTION D'ESSENCE AU DÉTAIL

A DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Toute demande de permis de construction pour une station-service un poste de distribution d'essence doit être accompagnée d'un plan d'aménagement du site conforme à la présente réglementation.

Toutes les opérations doivent être faites sur la propriété privée.

B DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Sans réduire la généralité du règlement, l'implantation d'une station-service ou poste de distribution d'essence est assujettie aux dispositions suivantes :

1. Les pompes, les poteaux d'éclairage et deux (2) enseignes sont autorisés dans la marge de recul. Ces enseignes doivent être situées à au moins quatre mètres cinquante (**4,5 m**) de distance d'une résidence.
2. Les pompes doivent être situées à plus de six mètres (**6 m**) de l'alignement de la rue et peuvent être recouvertes d'un toit relié au bâtiment principal, tout en respectant cette marge.
3. Sur la façade du lot donnant sur une rue ou des rues, le propriétaire doit aménager une bande gazonnée ou un terre-

plein d'au moins un mètre et demi (**1,5 m**) de largeur pris sur le lot et s'étendant sur toute la façade du lot, sauf aux accès.

4. Le propriétaire doit aménager tous les espaces de stationnement requis pour les véhicules de service, les véhicules des employés et les véhicules en réparation. Toute la superficie carrossable doit être drainée et recouverte d'asphalte ou autre matériau évitant la formation de poussière.

5. Les seuls usages complémentaires permis sont : Un atelier de réparation d'automobiles, un lave-autos automatiques et un commerce d'une superficie de plancher de cinquante mètres carrés (**50 m^2**) maximum.

6. Dans les stations-service, on doit aménager des toilettes à l'usage du public, distinctes pour hommes et femmes.

7. Il est interdit de ravitailler les automobiles à l'aide de tuyaux, boyaux et autres dispositifs suspendus et extensibles au-dessus de la voie publique.

8. Toute station de service doit être pourvue d'un local fermé pour le graissage, la réparation et le nettoyage ou le lavage des automobiles, et ces diverses opérations doivent être effectuées à l'intérieur de ce local.

9. L'essence doit être emmagasinée dans des réservoirs souterrains, en conformité avec la réglementation provinciale applicable.

10. Les postes d'essence et les stations-service doivent avoir des murs extérieurs de brique, de pierre, de béton ou autre matériau ininflammable. La toiture doit être à l'épreuve du feu.

9.5 NORMES MINIMALES RELATIVES À L'ENFOUISSEMENT D'ÉQUIPEMENT ET AU FRANCHISSEMENT DES COURS D'EAU PAR LES SERVICES PUBLICS

Les normes minimales suivantes s'appliquent pour tous travaux correcteurs devant être apportés à des installations en place, ainsi que pour tout type d'équipement requis par les réseaux de gaz, de télécommunication et de câblodistribution et doivent respecter une profondeur minimale, au dessus du couvert des installations de 1,2 mètres, dans le cas de l'enfouissement, et de 1,5 mètres de la ligne de fond du cours d'eau traversé, dans le cas de franchissement.

9.6 NORMES MINIMALES CONCERNANT L'EXCAVATION ET LE DYNAMITAGE

Tous travaux d'excavation et de dynamitage nécessaire pour l'enfouissement d'équipement pour les fins d'un réseau de gaz, de télécommunication et de câblodistribution, doivent être faits de façon à ne pas affecter les sources d'approvisionnement en eau potable, ainsi que les ouvrages fonctionnels destinés à l'évacuation et au traitement des eaux usées.

9.7 DEVERSEMENT DE NEIGE

Le déversement de neige dans un lac, un cours d'eau ou un canal est interdit en tout temps.

Tout entreposage de neige effectué à proximité d'un cours d'eau, d'un lac ou d'un canal, doit respecter une distance de trente mètres (30 m) de ce dernier.

9.8 SITES D'ENFOUISSEMENT DE MATÉRIAUX SECS

L'établissement d'un site d'enfouissement de matériaux secs nécessite un certificat d'autorisation. Cette demande devra satisfaire en tous points la réglementation provinciale pertinente en vigueur avant d'être approuvée.

9.9 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX CONSTRUCTIONS ET USAGES PERMIS AUX ABORDS D'UN CORRIDOR ROUTIER EXPOSÉ À UN NIVEAU DE BRUIT 55 DBA ET PLUS (ROUTE 133)

Les dispositions de cet article s'appliquent au corridor routier de la route 133, lorsque la limite de vitesse est supérieure à 50 km/h.

L'implantation d'une nouvelle résidence, garderie, résidence pour personnes âgées ou centre d'accueil pour des jeunes ou pour personnes en perte d'autonomie, ou nécessitant des soins quelconque, est interdit aux abords de la route 133, sur une distance de :

- 140 mètres, dans le cas où la limite de vitesse permise est de 90 km /h, mesurée à partir du centre du chemin,
- 120 mètres, dans le cas où la limite de vitesse permise est de 70 km /h, mesurée à partir du centre du chemin.

9.9.1 NOUVELLE RÉSIDENCE DANS UNE ZONE DE TYPE 'RA'

Malgré de ce qui précède, il est possible de construire une résidence dans les zones RA-1, RA-2, RA-3, RA-4 et RA-5 à une distance inférieure, si des mesures d'atténuation recommandées par un professionnel en la matière seront mise en œuvre.

9.9.2 REMPLACEMENT ET AGRANDISSEMENT D'UNE RÉSIDENCE EXISTANTE

Malgré de ce qui précède, le remplacement ou l'agrandissement d'une résidence existante dans le corridor routier exposé au bruit est permis, en autant que les marges de recul minimales exigées soient respectées.

9.9.3 MESURES D'ATTÉNUATION

Des mesures visant à atténuer l'impact du bruit afin d'assurer un climat sonore acceptable pour tous les usagers sensibles situés à proximité de l'axe routier, sont les suivantes :

- Une marge de recul minimum de vingt mètres (20 m) de l'emprise de la route 133 doit être respectée pour toute construction principale.
- Maintenir ou établir un écran boisé continue, constitué d'une haie, d'arbustes ou de conifères le long de la route exposée, mais à une distance non inférieure à la marge de recul prescrite pour la zone.
- Toute autre mesure recommandée par un professionnel en la matière.

9.10 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX ABORDS DE TOUT NOUVEAU CORRIDOR ROUTIER (AUTOROUTE 35)

Les dispositions de cet article s'appliquent à tout nouveau corridor routier projeté, tel l'autoroute 35.

L'implantation d'une nouvelle résidence, garderie, résidence pour personnes âgées ou centre d'accueil pour des jeunes ou pour personnes en perte d'autonomie, ou nécessitant des soins, est interdit aux abords de tout nouveau corridor routier sur une distance de trois cent mètres (300 m).

Le long du tracé projeté de l'autoroute 35, toute coupe d'arbres sur une largeur de 30 mètres le long du tracé projeté est interdit, afin de maintenir un écran boisé dans le but d'atténuer le bruit et les impacts visuels créés.

9.11 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX ABORDS D'UN POSTE DE RÉPARTITION DU GAZODUC

Les dispositions de cet article s'appliquent aux abords d'un poste de répartition du gazoduc existant ou projeté.

Autour d'un tel site, une zone tampon d'un rayon de cent mètres (100 m) est établie. Toute nouvelle construction est interdite dans cette zone tampon.

9.12 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX ACTIVITÉS DE PRODUCTION ET TRANSFORMATION DE CANNABIS

(ajout 401-20)

La production, l'entreposage et la transformation du cannabis et de ses dérivés sont interdits dans toutes les zones de préfixe RA, RCZ et à l'intérieur du périmètre urbain.

Les lieux de production, d'entreposage et de transformation du cannabis et de ses dérivés doivent respecter une distance minimale de :

- 50 mètres d'une habitation voisine, autre que celle du producteur;

  100 mètres d'une limite des zones de préfixe RA, RCZ et du périmètre urbain.

SECTION 10 : DISPOSITIONS CONCERNANT LES ZONES AGRICOLES

10.1 PROTECTION DES BOISÉS DE FERME

En règle général, les coupes à blanc d'un boisé de ferme sont interdites. Toutefois, aucune restriction au déboisement pour fins forestières n'est applicable, si l'ensemble du site de coupe fait l'objet des travaux d'amélioration suivants :

1. Les coupes de jardinage
2. Les coupes d'assainissement
3. Les coupes de conversion
4. La récupération des peuplements affectés par une épidémie, un chablis, un feu
5. L'entretien des plantations;
6. Les coupes d'amélioration d'érablières;
7. Les coupes d'éclaircies prélevant au plus un tiers des tiges sur une même unit d'évaluation
8. Les travaux d'amélioration pour fins agricoles afin d'améliorer le drainage, l'entretien ou l'aménagement des fossés de drainage,
9. Les travaux d'amélioration pour des fins forestières
10. L'aménagement d'un d'habitat faunique

Lorsqu'un certificat d'autorisation est demandé pour des fins d'activités d'enfouissement sanitaire et de replantation (travaux sylvicoles), une bande de vingt-cinq mètres (25m) doit être conservée en bordure du chemin public comme écran visuel, en respectant la configuration naturelle du boisé. Dans cette bande, il n'est permis d'effectuer que les coupes de jardinage et sanitaires et d'y aménager un chemin d'accès d'au plus quinze mètres (15m) de largeur, perpendiculaire au chemin public.

La municipalité pourra s'adjoindre les services d'un agronome ou d'un ingénieur forestier lors de l'évaluation d'une demande de certificat d'autorisation de déboisement.

10.1.1 BOISÉS SITUÉS DANS LA PLAINE INONDABLE

Les coupes à blanc d'un boisé situé dans la plaine d'inondation sont interdites. Seules sont autorisées les coupes d'assainissement ou sanitaires.

10.2 DÉTERMINATION DES DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES À LA GESTION DES ODEURS EN MILIEU AGRICOLE

Définitions spécifiques

Camping

Établissement qui offre au public, moyennant rémunération, des sites permettant d'accueillir des véhicules de camping ou des tentes, à l'exception du camping à la ferme appartenant au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause.

Exposé (vents dominants)

Qui est situé à l'intérieur de l'aire formée par 2 lignes droites imaginaires prenant naissance à 100 mètres des extrémités d'un établissement de production agricole et prolongées à l'infini dans la direction prises par le vent soufflant du sud, sud-ouest et ouest.

Gestion liquide

Tout mode d'évacuation des déjections animales autre que la gestion sur fumier solide.

Gestion solide

Le mode d'évacuation d'un bâtiment d'élevage ou d'un ouvrage d'entreposage des déjections animales dont la teneur en eau est inférieur à 85% à la sortie du bâtiment.

Immeuble protégé

a) Un centre récréatif de loisir, de sport ou de culture
b) Un parc municipal
c) Une plage publique ou une marina
d) Le terrain d'un établissement d'enseignement ou d'un établissement au sens de la Loi sur la santé et les services sociaux. (L.R.Q., c. S-4.2)
e) Un établissement de camping, les postes douaniers ou les commerces hors taxes
f) Les bâtiments sur une base de plein air ou d'un centre d'interprétation de la nature
g) Le chalet d'un centre de ski ou d'un club de golf
h) Un temple religieux ou un lieu patrimonial protégé
i) Un théâtre d'été

j) Un établissement d'hébergement au sens du Règlement sur les établissements touristiques, à l'exception d'un gîte touristique, d'une résidence de tourisme ou d'un meublé rudimentaire
k) Un bâtiment servant à des fins de dégustations de vins dans un vignoble ou un établissement de restauration de 20 sièges et plus détenteur d'un permis d'exploitation à l'année ainsi qu'une table champêtre ou toute autre formule similaire lorsqu'elle n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause.

Installation d'élevage

Un bâtiment où des animaux sont élevés ou un enclos ou une partie d'enclos où sont gardés, à des fins autres que le pâturage, des animaux y compris, le cas échéant, tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

Site patrimonial protégé

Le musée Honoré-Mercier

Maison d'habitation

Une maison d'habitation d'une superficie d'au moins 21 m2 qui n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause ou à un actionnaire ou dirigeant qui est propriétaire ou exploitant de ces installations.

Marina

Ensemble touristique comprenant le port de plaisance et les aménagements qui le bordent et identifié au schéma d'aménagement.

Périmètre d'urbanisation

La limite prévue de l'extension future de l'habitat de type urbain dans une municipalité déterminée par le schéma d'aménagement, à l'exception de toute partie de ce périmètre qui serait comprise dans une zone agricole.

Unité d'élevage

Une installation d'élevage ou, lorsqu'il y en a plus d'une, l'ensemble des installations d'élevage dont un point du périmètre de l'une est à moins de 150 mètres de la prochaine et, et le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

10.3 DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION DES INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE

Les dispositions qui suivent ne s'appliquent qu'aux inconvénients relatifs aux odeurs dues aux pratiques agricoles. Ces dispositions n'ont pas pour effet de soustraire les producteurs agricoles de l'obligation de respecter toutes autres normes environnementales contenues dans des réglementations spécifiques.

10.4 PARAMÈTRES DE DISTANCES SÉPARATRICES

Les paramètres utilisés dans le calcul des distances séparatrices sont les suivants :

Le paramètre A correspond au nombre maximum d'unités animales gardées au cours d'un cycle annuel de production. Il sert à la détermination du paramètre B. On l'établie à l'aide du tableau 1.

Le paramètre B est celui des distances de base. Il est établi en recherchant dans le tableau 2 la distance de base correspondant à la valeur calculée pour le paramètre A.

Le paramètre C est celui du potentiel d'odeur. Le tableau 3 présente le potentiel d'odeur selon le groupe ou la catégorie d'animaux en cause.

Le paramètre D correspond au type de fumier. Le tableau 4 fournit la valeur de ce paramètre au regard du mode de gestion des engrais de ferme.

Le paramètre E renvoie au type de projet. Lorsqu'une unité d'élevage aura bénéficié de la totalité du droit de développement que lui confère la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, ou pour accroître son cheptel de plus de 75 unités animales, elle pourra bénéficier d'assouplissements au regard des distances séparatrices applicables sous réserve du contenu du tableau 5 jusqu'à un maximum de 225 unités animales.

Le paramètre F est le facteur d'atténuation. Ce paramètre figure au tableau 6. Il permet d'intégrer l'effet d'atténuation des odeurs résultant de la technologie utilisée.

Le paramètre G est le facteur d'usage. Il est fonction du type d'unité de voisinage considéré. Le tableau 7 précise la valeur de ce facteur.

Tableau 10.4.1 - Nombre d'unités animales (paramètre A) *

Groupe ou catégorie d'animaux	Nombre d'animaux équivalent à une unité animale
Vache ou taure, taureau; cheval	1
Veau ou génisse de 225 à 500 kilogrammes	2
Veau de moins de 225 kilogrammes	5
Porc d'élevage d'un poids de 20 à 100 kilogrammes chacun	5
Truies et porcelets non sevrés dans l'année	4
Porcelets d'un poids inférieur à 20 kilogrammes	25
Poules pondeuses ou coqs	125
Poulets à griller ou à rôtir	250
Poulettes en croissance	250
Dindes de plus de 13 kilogrammes	50
Dindes de 8,5 à 10 kilogrammes	75
Dindes de 5 à 5,5 kilogrammes	100
Visons femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)	100
Renards femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)	40
Brebis et agneaux de l'année	4
Chèvres et les chevreaux de l'année	6
Lapins femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)	40
Cailles	1 500
Faisans	300

Lorsqu'un poids est indiqué à la présente annexe, il s'agit du poids de l'animal à la fin de la période d'élevage. Pour toutes autres espèces d'animaux, un poids vif de 500 kg équivaut à une unité animale.

* Ce tableau n'est présenté qu'à titre indicatif, un tableau complet devra être réalisé en réduisant les écarts entre les catégories; la base de calcul demeurant 500 kg par unité animale.

Tableau 10.4.2 - Distances de base (paramètre B)

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1	86	**51**	297	**101**	368	**151**	417	**201**	456	**251**	489	**301**	518	**351**	544	**401**	567	**451**	588
2	107	**52**	299	**102**	369	**152**	418	**202**	457	**252**	490	**302**	518	**352**	544	**402**	567	**452**	588
3	122	**53**	300	**103**	370	**153**	419	**203**	458	**253**	490	**303**	519	**353**	544	**403**	568	**453**	589
4	133	**54**	302	**104**	371	**154**	420	**204**	458	**254**	491	**304**	520	**354**	545	**404**	568	**454**	589
5	143	**55**	304	**105**	372	**155**	421	**205**	459	**255**	492	**305**	520	**355**	545	**405**	568	**455**	590
6	152	**56**	306	**106**	373	**156**	421	**206**	460	**256**	492	**306**	521	**356**	546	**406**	569	**456**	590
7	159	**57**	307	**107**	374	**157**	422	**207**	461	**257**	493	**307**	521	**357**	546	**407**	569	**457**	590
8	166	**58**	309	**108**	375	**158**	423	**208**	461	**258**	493	**308**	522	**358**	547	**408**	570	**458**	591
9	172	**59**	311	**109**	377	**159**	424	**209**	462	**259**	494	**309**	522	**359**	547	**409**	570	**459**	591
10	178	**60**	312	**110**	378	**160**	425	**210**	463	**260**	495	**310**	523	**360**	548	**410**	571	**460**	592
11	183	**61**	314	**111**	379	**161**	426	**211**	463	**261**	495	**311**	523	**361**	548	**411**	571	**461**	592
12	188	**62**	315	**112**	380	**162**	426	**212**	464	**262**	496	**312**	524	**362**	549	**412**	572	**462**	592
13	193	**63**	317	**113**	381	**163**	427	**213**	465	**263**	496	**313**	524	**363**	549	**413**	572	**463**	593
14	198	**64**	319	**114**	382	**164**	428	**214**	465	**264**	497	**314**	525	**364**	550	**414**	572	**464**	593
15	202	**65**	320	**115**	383	**165**	429	**215**	466	**265**	498	**315**	525	**365**	550	**415**	573	**465**	594
16	206	**66**	322	**116**	384	**166**	430	**216**	467	**266**	498	**316**	526	**366**	551	**416**	573	**466**	594
17	210	**67**	323	**117**	385	**167**	431	**217**	467	**267**	499	**317**	526	**367**	551	**417**	574	**467**	594
18	214	**68**	325	**118**	386	**168**	431	**218**	468	**268**	499	**318**	527	**368**	552	**418**	574	**468**	595
19	218	**69**	326	**119**	387	**169**	432	**219**	469	**269**	500	**319**	527	**369**	552	**419**	575	**469**	595
20	221	**70**	328	**120**	388	**170**	433	**220**	469	**270**	501	**320**	528	**370**	553	**420**	575	**470**	596
21	225	**71**	329	**121**	389	**171**	434	**221**	470	**271**	501	**321**	528	**371**	553	**421**	575	**471**	596
22	228	**72**	331	**122**	390	**172**	435	**222**	471	**272**	502	**322**	529	**372**	554	**422**	576	**472**	596
23	231	**73**	332	**123**	391	**173**	435	**223**	471	**273**	502	**323**	530	**373**	554	**423**	576	**473**	597
24	234	**74**	333	**124**	392	**174**	436	**224**	472	**274**	503	**324**	530	**374**	554	**424**	577	**474**	597
25	237	**75**	335	**125**	393	**175**	437	**225**	473	**275**	503	**325**	531	**375**	555	**425**	577	**475**	598
26	240	**76**	336	**126**	394	**176**	438	**226**	473	**276**	504	**326**	531	**376**	555	**426**	578	**476**	598
27	243	**77**	338	**127**	395	**177**	438	**227**	474	**277**	505	**327**	532	**377**	556	**427**	578	**477**	598
28	246	**78**	339	**128**	396	**178**	439	**228**	475	**278**	505	**328**	532	**378**	556	**428**	578	**478**	599
29	249	**79**	340	**129**	397	**179**	440	**229**	475	**279**	506	**329**	533	**379**	557	**429**	579	**479**	599
30	251	**80**	342	**130**	398	**180**	441	**230**	476	**280**	506	**330**	533	**380**	557	**430**	579	**480**	600
31	254	**81**	343	**131**	399	**181**	442	**231**	477	**281**	507	**331**	534	**381**	558	**431**	580	**481**	600
32	256	**82**	344	**132**	400	**182**	442	**232**	477	**282**	507	**332**	534	**382**	558	**432**	580	**482**	600
33	259	**83**	346	**133**	401	**183**	443	**233**	478	**283**	508	**333**	535	**383**	559	**433**	581	**483**	601
34	261	**84**	347	**134**	402	**184**	444	**234**	479	**284**	509	**334**	535	**384**	559	**434**	581	**484**	601
35	264	**85**	348	**135**	403	**185**	445	**235**	479	**285**	509	**335**	536	**385**	560	**435**	581	**485**	602
36	266	**86**	350	**136**	404	**186**	445	**236**	480	**286**	510	**336**	536	**386**	560	**436**	582	**486**	602
37	268	**87**	351	**137**	405	**187**	446	**237**	481	**287**	510	**337**	537	**387**	560	**437**	582	**487**	602
38	271	**88**	352	**138**	406	**188**	447	**238**	481	**288**	511	**338**	537	**388**	561	**438**	583	**488**	603
39	273	**89**	353	**139**	406	**189**	448	**239**	482	**289**	511	**339**	538	**389**	561	**439**	583	**489**	603
40	275	**90**	355	**140**	407	**190**	448	**240**	482	**290**	512	**340**	538	**390**	562	**440**	583	**490**	604
41	277	**91**	356	**141**	408	**191**	449	**241**	483	**291**	512	**341**	539	**391**	562	**441**	584	**491**	604
42	279	**92**	357	**142**	409	**192**	450	**242**	484	**292**	513	**342**	539	**392**	563	**442**	584	**492**	604
43	281	**93**	358	**143**	410	**193**	451	**243**	484	**293**	514	**343**	540	**393**	563	**443**	585	**493**	605
44	283	**94**	359	**144**	411	**194**	451	**244**	485	**294**	514	**344**	540	**394**	564	**444**	585	**494**	605
45	285	**95**	361	**145**	412	**195**	452	**245**	486	**295**	515	**345**	541	**395**	564	**445**	586	**495**	605
46	287	**96**	362	**146**	413	**196**	453	**246**	486	**296**	515	**346**	541	**396**	564	**446**	586	**496**	606
47	289	**97**	363	**147**	414	**197**	453	**247**	487	**297**	516	**347**	542	**397**	565	**447**	586	**497**	606
48	291	**98**	364	**148**	415	**198**	454	**248**	487	**298**	516	**348**	542	**398**	565	**448**	587	**498**	607
49	293	**99**	365	**149**	415	**199**	455	**249**	488	**299**	517	**349**	543	**399**	566	**449**	587	**499**	607
50	295	**100**	367	**150**	416	**200**	456	**250**	489	**300**	517	**350**	543	**400**	566	**450**	588	**500**	607

Tableau 10.4.2 - Distances de base (paramètre B) – suite

U.A.	M	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
501	608	**551**	626	**601**	643	**651**	660	**701**	675	**751**	690	**801**	704	**851**	718	**901**	731	**951**	743
502	608	**552**	626	**602**	644	**652**	660	**702**	676	**752**	690	**802**	704	**852**	718	**902**	731	**952**	743
503	608	**553**	627	**603**	644	**653**	660	**703**	676	**753**	691	**803**	705	**853**	718	**903**	731	**953**	744
504	609	**554**	627	**604**	644	**654**	661	**704**	676	**754**	691	**804**	705	**854**	718	**904**	731	**954**	744
505	609	**555**	628	**605**	645	**655**	661	**705**	676	**755**	691	**805**	705	**855**	719	**905**	732	**955**	744
506	610	**556**	628	**606**	645	**656**	661	**706**	677	**756**	691	**806**	706	**856**	719	**906**	732	**956**	744
507	610	**557**	628	**607**	645	**657**	662	**707**	677	**757**	692	**807**	706	**857**	719	**907**	732	**957**	745
508	610	**558**	629	**608**	646	**658**	662	**708**	677	**758**	692	**808**	706	**858**	719	**908**	732	**958**	745
509	611	**559**	629	**609**	646	**659**	662	**709**	678	**759**	692	**809**	706	**859**	720	**909**	733	**959**	745
510	611	**560**	629	**610**	646	**660**	663	**710**	678	**760**	693	**810**	707	**860**	720	**910**	733	**960**	745
511	612	**561**	630	**611**	647	**661**	663	**711**	678	**761**	693	**811**	707	**861**	720	**911**	733	**961**	746
512	612	**562**	630	**612**	647	**662**	663	**712**	679	**762**	693	**812**	707	**862**	721	**912**	733	**962**	746
513	612	**563**	630	**613**	647	**663**	664	**713**	679	**763**	693	**813**	707	**863**	721	**913**	734	**963**	746
514	613	**564**	631	**614**	648	**664**	664	**714**	679	**764**	694	**814**	708	**864**	721	**914**	734	**964**	746
515	613	**565**	631	**615**	648	**665**	664	**715**	679	**765**	694	**815**	708	**865**	721	**915**	734	**965**	747
516	613	**566**	631	**616**	648	**666**	665	**716**	680	**766**	694	**816**	708	**866**	722	**916**	734	**966**	747
517	614	**567**	632	**617**	649	**667**	665	**717**	680	**767**	695	**817**	709	**867**	722	**917**	735	**967**	747
518	614	**568**	632	**618**	649	**668**	665	**718**	680	**768**	695	**818**	709	**868**	722	**918**	735	**968**	747
519	614	**569**	632	**619**	649	**669**	665	**719**	681	**769**	695	**819**	709	**869**	722	**919**	735	**969**	747
520	615	**570**	633	**620**	650	**670**	666	**720**	681	**770**	695	**820**	709	**870**	723	**920**	735	**970**	748
521	615	**571**	633	**621**	650	**671**	666	**721**	681	**771**	696	**821**	710	**871**	723	**921**	736	**971**	748
522	616	**572**	634	**622**	650	**672**	666	**722**	682	**772**	696	**822**	710	**872**	723	**922**	736	**972**	748
523	616	**573**	634	**623**	651	**673**	667	**723**	682	**773**	696	**823**	710	**873**	723	**923**	736	**973**	748
524	616	**574**	634	**624**	651	**674**	667	**724**	682	**774**	697	**824**	710	**874**	724	**924**	736	**974**	749
525	617	**575**	635	**625**	651	**675**	667	**725**	682	**775**	697	**825**	711	**875**	724	**925**	737	**975**	749
526	617	**576**	635	**626**	652	**676**	668	**726**	683	**776**	697	**826**	711	**876**	724	**926**	737	**976**	749
527	617	**577**	635	**627**	652	**677**	668	**727**	683	**777**	697	**827**	711	**877**	724	**927**	737	**977**	749
528	618	**578**	636	**628**	652	**678**	668	**728**	683	**778**	698	**828**	711	**878**	725	**928**	737	**978**	750
529	618	**579**	636	**629**	653	**679**	669	**729**	684	**779**	698	**829**	712	**879**	725	**929**	738	**979**	750
530	619	**580**	636	**630**	653	**680**	669	**730**	684	**780**	698	**830**	712	**880**	725	**930**	738	**980**	750
531	619	**581**	637	**631**	653	**681**	669	**731**	684	**781**	699	**831**	712	**881**	725	**931**	738	**981**	750
532	619	**582**	637	**632**	654	**682**	669	**732**	685	**782**	699	**832**	713	**882**	726	**932**	738	**982**	751
533	620	**583**	637	**633**	654	**683**	670	**733**	685	**783**	699	**833**	713	**883**	726	**933**	739	**983**	751
534	620	**584**	638	**634**	654	**684**	670	**734**	685	**784**	699	**834**	713	**884**	726	**934**	739	**984**	751
535	620	**585**	638	**635**	655	**685**	670	**735**	685	**785**	700	**835**	713	**885**	727	**935**	739	**985**	751
536	621	**586**	638	**636**	655	**686**	671	**736**	686	**786**	700	**836**	714	**886**	727	**936**	739	**986**	752
537	621	**587**	639	**637**	655	**687**	671	**737**	686	**787**	700	**837**	714	**887**	727	**937**	740	**987**	752
538	621	**588**	639	**638**	656	**688**	671	**738**	686	**788**	701	**838**	714	**888**	727	**938**	740	**988**	752
539	622	**589**	639	**639**	656	**689**	672	**739**	687	**789**	701	**839**	714	**889**	728	**939**	740	**989**	752
540	622	**590**	640	**640**	656	**690**	672	**740**	687	**790**	701	**840**	715	**890**	728	**940**	740	**990**	753
541	623	**591**	640	**641**	657	**691**	672	**741**	687	**791**	701	**841**	715	**891**	728	**941**	741	**991**	753
542	623	**592**	640	**642**	657	**692**	673	**742**	687	**792**	702	**842**	715	**892**	728	**942**	741	**992**	753
543	623	**593**	641	**643**	657	**693**	673	**743**	688	**793**	702	**843**	716	**893**	729	**943**	741	**993**	753
544	624	**594**	641	**644**	658	**694**	673	**744**	688	**794**	702	**844**	716	**894**	729	**944**	741	**994**	753
545	624	**595**	641	**645**	658	**695**	673	**745**	688	**795**	702	**845**	716	**895**	729	**945**	742	**995**	754
546	624	**596**	642	**646**	658	**696**	674	**746**	689	**796**	703	**846**	716	**896**	729	**946**	742	**996**	754
547	625	**597**	642	**647**	658	**697**	674	**747**	689	**797**	703	**847**	717	**897**	730	**947**	742	**997**	754
548	625	**598**	642	**648**	659	**698**	674	**748**	689	**798**	703	**848**	717	**898**	730	**948**	742	**998**	754
549	625	**599**	643	**649**	659	**699**	675	**749**	689	**799**	704	**849**	717	**899**	730	**949**	743	**999**	755
550	626	**600**	643	**650**	659	**700**	675	**750**	690	**800**	704	**850**	717	**900**	730	**950**	743	**1000**	755

Tableau 10.4.2 - Distances de base (paramètre B) - suite

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1001	755	**1051**	767	**1101**	778	**1151**	789	**1201**	800	**1251**	810	**1301**	820	**1351**	830	**1401**	839	**1451**	848
1002	755	**1052**	767	**1102**	778	**1152**	789	**1202**	800	**1252**	810	**1302**	820	**1352**	830	**1402**	839	**1452**	849
1003	756	**1053**	767	**1103**	778	**1153**	789	**1203**	800	**1253**	810	**1303**	820	**1353**	830	**1403**	840	**1453**	849
1004	756	**1054**	767	**1104**	779	**1154**	790	**1204**	800	**1254**	810	**1304**	820	**1354**	830	**1404**	840	**1454**	849
1005	756	**1055**	768	**1105**	779	**1155**	790	**1205**	800	**1255**	811	**1305**	821	**1355**	830	**1405**	840	**1455**	849
1006	756	**1056**	768	**1106**	779	**1156**	790	**1206**	801	**1256**	811	**1306**	821	**1356**	831	**1406**	840	**1456**	849
1007	757	**1057**	768	**1107**	779	**1157**	790	**1207**	801	**1257**	811	**1307**	821	**1357**	831	**1407**	840	**1457**	850
1008	757	**1058**	768	**1108**	780	**1158**	790	**1208**	801	**1258**	811	**1308**	821	**1358**	831	**1408**	840	**1458**	850
1009	757	**1059**	769	**1109**	780	**1159**	791	**1209**	801	**1259**	811	**1309**	821	**1359**	831	**1409**	841	**1459**	850
1010	757	**1060**	769	**1110**	780	**1160**	791	**1210**	801	**1260**	812	**1310**	822	**1360**	831	**1410**	841	**1460**	850
1011	757	**1061**	769	**1111**	780	**1161**	791	**1211**	802	**1261**	812	**1311**	822	**1361**	832	**1411**	841	**1461**	850
1012	758	**1062**	769	**1112**	780	**1162**	791	**1212**	802	**1262**	812	**1312**	822	**1362**	832	**1412**	841	**1462**	850
1013	758	**1063**	770	**1113**	781	**1163**	792	**1213**	802	**1263**	812	**1313**	822	**1363**	832	**1413**	841	**1463**	851
1014	758	**1064**	770	**1114**	781	**1164**	792	**1214**	802	**1264**	812	**1314**	822	**1364**	832	**1414**	842	**1464**	851
1015	758	**1065**	770	**1115**	781	**1165**	792	**1215**	802	**1265**	813	**1315**	823	**1365**	832	**1415**	842	**1465**	851
1016	759	**1066**	770	**1116**	781	**1166**	792	**1216**	803	**1266**	813	**1316**	823	**1366**	833	**1416**	842	**1466**	851
1017	759	**1067**	770	**1117**	782	**1167**	792	**1217**	803	**1267**	813	**1317**	823	**1367**	833	**1417**	842	**1467**	851
1018	759	**1068**	771	**1118**	782	**1168**	793	**1218**	803	**1268**	813	**1318**	823	**1368**	833	**1418**	842	**1468**	852
1019	759	**1069**	771	**1119**	782	**1169**	793	**1219**	803	**1269**	813	**1319**	823	**1369**	833	**1419**	843	**1469**	852
1020	760	**1070**	771	**1120**	782	**1170**	793	**1220**	804	**1270**	814	**1320**	824	**1370**	833	**1420**	843	**1470**	852
1021	760	**1071**	771	**1121**	782	**1171**	793	**1221**	804	**1271**	814	**1321**	824	**1371**	833	**1421**	843	**1471**	852
1022	760	**1072**	772	**1122**	783	**1172**	793	**1222**	804	**1272**	814	**1322**	824	**1372**	834	**1422**	843	**1472**	852
1023	760	**1073**	772	**1123**	783	**1173**	794	**1223**	804	**1273**	814	**1323**	824	**1373**	834	**1423**	843	**1473**	852
1024	761	**1074**	772	**1124**	783	**1174**	794	**1224**	804	**1274**	814	**1324**	824	**1374**	834	**1424**	843	**1474**	853
1025	761	**1075**	772	**1125**	783	**1175**	794	**1225**	805	**1275**	815	**1325**	825	**1375**	834	**1425**	844	**1475**	853
1026	761	**1076**	772	**1126**	784	**1176**	794	**1226**	805	**1276**	815	**1326**	825	**1376**	834	**1426**	844	**1476**	853
1027	761	**1077**	773	**1127**	784	**1177**	795	**1227**	805	**1277**	815	**1327**	825	**1377**	835	**1427**	844	**1477**	853
1028	761	**1078**	773	**1128**	784	**1178**	795	**1228**	805	**1278**	815	**1328**	825	**1378**	835	**1428**	844	**1478**	853
1029	762	**1079**	773	**1129**	784	**1179**	795	**1229**	805	**1279**	815	**1329**	825	**1379**	835	**1429**	844	**1479**	854
1030	762	**1080**	773	**1130**	784	**1180**	795	**1230**	806	**1280**	816	**1330**	826	**1380**	835	**1430**	845	**1480**	854
1031	762	**1081**	774	**1131**	785	**1181**	795	**1231**	806	**1281**	816	**1331**	826	**1381**	835	**1431**	845	**1481**	854
1032	762	**1082**	774	**1132**	785	**1182**	796	**1232**	806	**1282**	816	**1332**	826	**1382**	836	**1432**	845	**1482**	854
1033	763	**1083**	774	**1133**	785	**1183**	796	**1233**	806	**1283**	816	**1333**	826	**1383**	836	**1433**	845	**1483**	854
1034	763	**1084**	774	**1134**	785	**1184**	796	**1234**	806	**1284**	816	**1334**	826	**1384**	836	**1434**	845	**1484**	854
1035	763	**1085**	774	**1135**	785	**1185**	796	**1235**	807	**1285**	817	**1335**	827	**1385**	836	**1435**	845	**1485**	855
1036	763	**1086**	775	**1136**	786	**1186**	796	**1236**	807	**1286**	817	**1336**	827	**1386**	836	**1436**	846	**1486**	855
1037	764	**1087**	775	**1137**	786	**1187**	797	**1237**	807	**1287**	817	**1337**	827	**1387**	837	**1437**	846	**1487**	855
1038	764	**1088**	775	**1138**	786	**1188**	797	**1238**	807	**1288**	817	**1338**	827	**1388**	837	**1438**	846	**1488**	855
1039	764	**1089**	775	**1139**	786	**1189**	797	**1239**	807	**1289**	817	**1339**	827	**1389**	837	**1439**	846	**1489**	855
1040	764	**1090**	776	**1140**	787	**1190**	797	**1240**	808	**1290**	818	**1340**	828	**1390**	837	**1440**	846	**1490**	856
1041	764	**1091**	776	**1141**	787	**1191**	797	**1241**	808	**1291**	818	**1341**	828	**1391**	837	**1441**	847	**1491**	856
1042	765	**1092**	776	**1142**	787	**1192**	798	**1242**	808	**1292**	818	**1342**	828	**1392**	837	**1442**	847	**1492**	856
1043	765	**1093**	776	**1143**	787	**1193**	798	**1243**	808	**1293**	818	**1343**	828	**1393**	838	**1443**	847	**1493**	856
1044	765	**1094**	776	**1144**	787	**1194**	798	**1244**	808	**1294**	818	**1344**	828	**1394**	838	**1444**	847	**1494**	856
1045	765	**1095**	777	**1145**	788	**1195**	798	**1245**	809	**1295**	819	**1345**	828	**1395**	838	**1445**	847	**1495**	856
1046	766	**1096**	777	**1146**	788	**1196**	799	**1246**	809	**1296**	819	**1346**	829	**1396**	838	**1446**	848	**1496**	857
1047	766	**1097**	777	**1147**	788	**1197**	799	**1247**	809	**1297**	819	**1347**	829	**1397**	838	**1447**	848	**1497**	857
1048	766	**1098**	777	**1148**	788	**1198**	799	**1248**	809	**1298**	819	**1348**	829	**1398**	839	**1448**	848	**1498**	857
1049	766	**1099**	778	**1149**	789	**1199**	799	**1249**	809	**1299**	819	**1349**	829	**1399**	839	**1449**	848	**1499**	857
1050	767	**1100**	778	**1150**	789	**1200**	799	**1250**	810	**1300**	820	**1350**	829	**1400**	839	**1450**	848	**1500**	857

Tableau 10.4.2 - Distances de base (paramètre B) - suite

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1501	857	**1551**	866	**160**	875	**1651**	884	**1701**	892	**1751**	900	**1801**	908	**1851**	916	**1901**	923	**1951**	931
1502	858	**1552**	867	**160**	875	**1652**	884	**1702**	892	**1752**	900	**1802**	908	**1852**	916	**1902**	924	**1952**	931
1503	858	**1553**	867	**160**	875	**1653**	884	**1703**	892	**1753**	900	**1803**	908	**1853**	916	**1903**	924	**1953**	931
1504	858	**1554**	867	**160**	876	**1654**	884	**1704**	892	**1754**	900	**1804**	908	**1854**	916	**1904**	924	**1954**	931
1505	858	**1555**	867	**160**	876	**1655**	884	**1705**	892	**1755**	901	**1805**	909	**1855**	916	**1905**	924	**1955**	932
1506	858	**1556**	867	**160**	876	**1656**	884	**1706**	893	**1756**	901	**1806**	909	**1856**	917	**1906**	924	**1956**	932
1507	859	**1557**	867	**160**	876	**1657**	885	**1707**	893	**1757**	901	**1807**	909	**1857**	917	**1907**	924	**1957**	932
1508	859	**1558**	868	**160**	876	**1658**	885	**1708**	893	**1758**	901	**1808**	909	**1858**	917	**1908**	925	**1958**	932
1509	859	**1559**	868	**160**	876	**1659**	885	**1709**	893	**1759**	901	**1809**	909	**1859**	917	**1909**	925	**1959**	932
1510	859	**1560**	868	**161**	877	**1660**	885	**1710**	893	**1760**	901	**1810**	909	**1860**	917	**1910**	925	**1960**	932
1511	859	**1561**	868	**161**	877	**1661**	885	**1711**	893	**1761**	902	**1811**	910	**1861**	917	**1911**	925	**1961**	933
1512	859	**1562**	868	**161**	877	**1662**	885	**1712**	894	**1762**	902	**1812**	910	**1862**	917	**1912**	925	**1962**	933
1513	860	**1563**	868	**161**	877	**1663**	886	**1713**	894	**1763**	902	**1813**	910	**1863**	918	**1913**	925	**1963**	933
1514	860	**1564**	869	**161**	877	**1664**	886	**1714**	894	**1764**	902	**1814**	910	**1864**	918	**1914**	925	**1964**	933
1515	860	**1565**	869	**161**	877	**1665**	886	**1715**	894	**1765**	902	**1815**	910	**1865**	918	**1915**	926	**1965**	933
1516	860	**1566**	869	**161**	878	**1666**	886	**1716**	894	**1766**	902	**1816**	910	**1866**	918	**1916**	926	**1966**	933
1517	860	**1567**	869	**161**	878	**1667**	886	**1717**	894	**1767**	903	**1817**	910	**1867**	918	**1917**	926	**1967**	933
1518	861	**1568**	869	**161**	878	**1668**	886	**1718**	895	**1768**	903	**1818**	911	**1868**	918	**1918**	926	**1968**	934
1519	861	**1569**	870	**161**	878	**1669**	887	**1719**	895	**1769**	903	**1819**	911	**1869**	919	**1919**	926	**1969**	934
1520	861	**1570**	870	**162**	878	**1670**	887	**1720**	895	**1770**	903	**1820**	911	**1870**	919	**1920**	926	**1970**	934
1521	861	**1571**	870	**162**	878	**1671**	887	**1721**	895	**1771**	903	**1821**	911	**1871**	919	**1921**	927	**1971**	934
1522	861	**1572**	870	**162**	879	**1672**	887	**1722**	895	**1772**	903	**1822**	911	**1872**	919	**1922**	927	**1972**	934
1523	861	**1573**	870	**162**	879	**1673**	887	**1723**	895	**1773**	904	**1823**	911	**1873**	919	**1923**	927	**1973**	934
1524	862	**1574**	870	**162**	879	**1674**	887	**1724**	896	**1774**	904	**1824**	912	**1874**	919	**1924**	927	**1974**	934
1525	862	**1575**	871	**162**	879	**1675**	888	**1725**	896	**1775**	904	**1825**	912	**1875**	919	**1925**	927	**1975**	935
1526	862	**1576**	871	**162**	879	**1676**	888	**1726**	896	**1776**	904	**1826**	912	**1876**	920	**1926**	927	**1976**	935
1527	862	**1577**	871	**162**	879	**1677**	888	**1727**	896	**1777**	904	**1827**	912	**1877**	920	**1927**	927	**1977**	935
1528	862	**1578**	871	**162**	880	**1678**	888	**1728**	896	**1778**	904	**1828**	912	**1878**	920	**1928**	928	**1978**	935
1529	862	**1579**	871	**162**	880	**1679**	888	**1729**	896	**1779**	904	**1829**	912	**1879**	920	**1929**	928	**1979**	935
1530	863	**1580**	871	**163**	880	**1680**	888	**1730**	897	**1780**	905	**1830**	913	**1880**	920	**1930**	928	**1980**	935
1531	863	**1581**	872	**163**	880	**1681**	889	**1731**	897	**1781**	905	**1831**	913	**1881**	920	**1931**	928	**1981**	936
1532	863	**1582**	872	**163**	880	**1682**	889	**1732**	897	**1782**	905	**1832**	913	**1882**	921	**1932**	928	**1982**	936
1533	863	**1583**	872	**163**	880	**1683**	889	**1733**	897	**1783**	905	**1833**	913	**1883**	921	**1933**	928	**1983**	936
1534	863	**1584**	872	**163**	881	**1684**	889	**1734**	897	**1784**	905	**1834**	913	**1884**	921	**1934**	928	**1984**	936
1535	864	**1585**	872	**163**	881	**1685**	889	**1735**	897	**1785**	905	**1835**	913	**1885**	921	**1935**	929	**1985**	936
1536	864	**1586**	872	**163**	881	**1686**	889	**1736**	898	**1786**	906	**1836**	913	**1886**	921	**1936**	929	**1986**	936
1537	864	**1587**	873	**163**	881	**1687**	890	**1737**	898	**1787**	906	**1837**	914	**1887**	921	**1937**	929	**1987**	936
1538	864	**1588**	873	**163**	881	**1688**	890	**1738**	898	**1788**	906	**1838**	914	**1888**	921	**1938**	929	**1988**	937
1539	864	**1589**	873	**163**	881	**1689**	890	**1739**	898	**1789**	906	**1839**	914	**1889**	922	**1939**	929	**1989**	937
1540	864	**1590**	873	**164**	882	**1690**	890	**1740**	898	**1790**	906	**1840**	914	**1890**	922	**1940**	929	**1990**	937
1541	865	**1591**	873	**164**	882	**1691**	890	**1741**	898	**1791**	906	**1841**	914	**1891**	922	**1941**	930	**1991**	937
1542	865	**1592**	873	**164**	882	**1692**	890	**1742**	899	**1792**	907	**1842**	914	**1892**	922	**1942**	930	**1992**	937
1543	865	**1593**	874	**164**	882	**1693**	891	**1743**	899	**1793**	907	**1843**	915	**1893**	922	**1943**	930	**1993**	937
1544	865	**1594**	874	**164**	882	**1694**	891	**1744**	899	**1794**	907	**1844**	915	**1894**	922	**1944**	930	**1994**	937
1545	865	**1595**	874	**164**	883	**1695**	891	**1745**	899	**1795**	907	**1845**	915	**1895**	923	**1945**	930	**1995**	938
1546	865	**1596**	874	**164**	883	**1696**	891	**1746**	899	**1796**	907	**1846**	915	**1896**	923	**1946**	930	**1996**	938
1547	866	**1597**	874	**164**	883	**1697**	891	**1747**	899	**1797**	907	**1847**	915	**1897**	923	**1947**	930	**1997**	938
1548	866	**1598**	875	**164**	883	**1698**	891	**1748**	899	**1798**	907	**1848**	915	**1898**	923	**1948**	931	**1998**	938
1549	866	**1599**	875	**164**	883	**1699**	891	**1749**	900	**1799**	908	**1849**	915	**1899**	923	**1949**	931	**1999**	938
1550	866	**1600**	875	**165**	883	**1700**	892	**1750**	900	**1800**	908	**1850**	916	**1900**	923	**1950**	931	**2000**	938

Tableau 10.4.2 - Distances de base (paramètre B) - suite

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
2001	938	**2051**	946	**2101**	953	**2151**	960	**2201**	967	**2251**	974	**2301**	981	**2351**	987	**2401**	994	**2451**	1000
2002	939	**2052**	946	**2102**	953	**2152**	960	**2202**	967	**2252**	974	**2302**	981	**2352**	987	**2402**	994	**2452**	1000
2003	939	**2053**	946	**2103**	953	**2153**	960	**2203**	967	**2253**	974	**2303**	981	**2353**	987	**2403**	994	**2453**	1000
2004	939	**2054**	946	**2104**	953	**2154**	960	**2204**	967	**2254**	974	**2304**	981	**2354**	988	**2404**	994	**2454**	1001
2005	939	**2055**	946	**2105**	953	**2155**	961	**2205**	967	**2255**	974	**2305**	981	**2355**	988	**2405**	994	**2455**	1001
2006	939	**2056**	946	**2106**	954	**2156**	961	**2206**	968	**2256**	974	**2306**	981	**2356**	988	**2406**	994	**2456**	1001
2007	939	**2057**	947	**2107**	954	**2157**	961	**2207**	968	**2257**	975	**2307**	981	**2357**	988	**2407**	994	**2457**	1001
2008	939	**2058**	947	**2108**	954	**2158**	961	**2208**	968	**2258**	975	**2308**	981	**2358**	988	**2408**	995	**2458**	1001
2009	940	**2059**	947	**2109**	954	**2159**	961	**2209**	968	**2259**	975	**2309**	982	**2359**	988	**2409**	995	**2459**	1001
2010	940	**2060**	947	**2110**	954	**2160**	961	**2210**	968	**2260**	975	**2310**	982	**2360**	988	**2410**	995	**2460**	1001
2011	940	**2061**	947	**2111**	954	**2161**	961	**2211**	968	**2261**	975	**2311**	982	**2361**	988	**2411**	995	**2461**	1001
2012	940	**2062**	947	**2112**	954	**2162**	962	**2212**	968	**2262**	975	**2312**	982	**2362**	989	**2412**	995	**2462**	1002
2013	940	**2063**	947	**2113**	955	**2163**	962	**2213**	969	**2263**	975	**2313**	982	**2363**	989	**2413**	995	**2463**	1002
2014	940	**2064**	948	**2114**	955	**2164**	962	**2214**	969	**2264**	976	**2314**	982	**2364**	989	**2414**	995	**2464**	1002
2015	941	**2065**	948	**2115**	955	**2165**	962	**2215**	969	**2265**	976	**2315**	982	**2365**	989	**2415**	995	**2465**	1002
2016	941	**2066**	948	**2116**	955	**2166**	962	**2216**	969	**2266**	976	**2316**	983	**2366**	989	**2416**	996	**2466**	1002
2017	941	**2067**	948	**2117**	955	**2167**	962	**2217**	969	**2267**	976	**2317**	983	**2367**	989	**2417**	996	**2467**	1002
2018	941	**2068**	948	**2118**	955	**2168**	962	**2218**	969	**2268**	976	**2318**	983	**2368**	989	**2418**	996	**2468**	1002
2019	941	**2069**	948	**2119**	955	**2169**	962	**2219**	969	**2269**	976	**2319**	983	**2369**	990	**2419**	996	**2469**	1002
2020	941	**2070**	948	**2120**	956	**2170**	963	**2220**	970	**2270**	976	**2320**	983	**2370**	990	**2420**	996	**2470**	1003
2021	941	**2071**	949	**2121**	956	**2171**	963	**2221**	970	**2271**	976	**2321**	983	**2371**	990	**2421**	996	**2471**	1003
2022	942	**2072**	949	**2122**	956	**2172**	963	**2222**	970	**2272**	977	**2322**	983	**2372**	990	**2422**	996	**2472**	1003
2023	942	**2073**	949	**2123**	956	**2173**	963	**2223**	970	**2273**	977	**2323**	983	**2373**	990	**2423**	997	**2473**	1003
2024	942	**2074**	949	**2124**	956	**2174**	963	**2224**	970	**2274**	977	**2324**	984	**2374**	990	**2424**	997	**2474**	1003
2025	942	**2075**	949	**2125**	956	**2175**	963	**2225**	970	**2275**	977	**2325**	984	**2375**	990	**2425**	997	**2475**	1003
2026	942	**2076**	949	**2126**	956	**2176**	963	**2226**	970	**2276**	977	**2326**	984	**2376**	990	**2426**	997	**2476**	1003
2027	942	**2077**	949	**2127**	957	**2177**	964	**2227**	971	**2277**	977	**2327**	984	**2377**	991	**2427**	997	**2477**	1003
2028	942	**2078**	950	**2128**	957	**2178**	964	**2228**	971	**2278**	977	**2328**	984	**2378**	991	**2428**	997	**2478**	1004
2029	943	**2079**	950	**2129**	957	**2179**	964	**2229**	971	**2279**	978	**2329**	984	**2379**	991	**2429**	997	**2479**	1004
2030	943	**2080**	950	**2130**	957	**2180**	964	**2230**	971	**2280**	978	**2330**	984	**2380**	991	**2430**	997	**2480**	1004
2031	943	**2081**	950	**2131**	957	**2181**	964	**2231**	971	**2281**	978	**2331**	985	**2381**	991	**2431**	998	**2481**	1004
2032	943	**2082**	950	**2132**	957	**2182**	964	**2232**	971	**2282**	978	**2332**	985	**2382**	991	**2432**	998	**2482**	1004
2033	943	**2083**	950	**2133**	957	**2183**	964	**2233**	971	**2283**	978	**2333**	985	**2383**	991	**2433**	998	**2483**	1004
2034	943	**2084**	951	**2134**	958	**2184**	965	**2234**	971	**2284**	978	**2334**	985	**2384**	991	**2434**	998	**2484**	1004
2035	943	**2085**	951	**2135**	958	**2185**	965	**2235**	972	**2285**	978	**2335**	985	**2385**	992	**2435**	998	**2485**	1004
2036	944	**2086**	951	**2136**	958	**2186**	965	**2236**	972	**2286**	978	**2336**	985	**2386**	992	**2436**	998	**2486**	1005
2037	944	**2087**	951	**2137**	958	**2187**	965	**2237**	972	**2287**	979	**2337**	985	**2387**	992	**2437**	998	**2487**	1005
2038	944	**2088**	951	**2138**	958	**2188**	965	**2238**	972	**2288**	979	**2338**	985	**2388**	992	**2438**	998	**2488**	1005
2039	944	**2089**	951	**2139**	958	**2189**	965	**2239**	972	**2289**	979	**2339**	986	**2389**	992	**2439**	999	**2489**	1005
2040	944	**2090**	951	**2140**	958	**2190**	965	**2240**	972	**2290**	979	**2340**	986	**2390**	992	**2440**	999	**2490**	1005
2041	944	**2091**	952	**2141**	959	**2191**	966	**2241**	972	**2291**	979	**2341**	986	**2391**	992	**2441**	999	**2491**	1005
2042	944	**2092**	952	**2142**	959	**2192**	966	**2242**	973	**2292**	979	**2342**	986	**2392**	993	**2442**	999	**2492**	1005
2043	945	**2093**	952	**2143**	959	**2193**	966	**2243**	973	**2293**	979	**2343**	986	**2393**	993	**2443**	999	**2493**	1005
2044	945	**2094**	952	**2144**	959	**2194**	966	**2244**	973	**2294**	980	**2344**	986	**2394**	993	**2444**	999	**2494**	1006
2045	945	**2095**	952	**2145**	959	**2195**	966	**2245**	973	**2295**	980	**2345**	986	**2395**	993	**2445**	999	**2495**	1006
2046	945	**2096**	952	**2146**	959	**2196**	966	**2246**	973	**2296**	980	**2346**	986	**2396**	993	**2446**	999	**2496**	1006
2047	945	**2097**	952	**2147**	959	**2197**	966	**2247**	973	**2297**	980	**2347**	987	**2397**	993	**2447**	1000	**2497**	1006
2048	945	**2098**	952	**2148**	960	**2198**	967	**2248**	973	**2298**	980	**2348**	987	**2398**	993	**2448**	1000	**2498**	1006
2049	945	**2099**	953	**2149**	960	**2199**	967	**2249**	973	**2299**	980	**2349**	987	**2399**	993	**2449**	1000	**2499**	1006
2050	946	**2100**	953	**2150**	960	**2200**	967	**2250**	974	**2300**	980	**2350**	987	**2400**	994	**2450**	1000	**2500**	1006

Tableau 10.4.3 - Charge d'odeur par animal (paramètre C)

Groupe ou catégorie d'animaux	Paramètre C
Bovin de boucherie	
• dans un bâtiment fermé	0,7
• sur une aire d'alimentation extérieure	0,8
Bovins laitiers	0,7
Chevaux	0,7
Chèvres	0,7
Lapins	0,8
Moutons	0,7
Porcs	1,0
Canards	0,7
Dindons	
• dans un bâtiment fermé	0,7
• sur une aire d'alimentation extérieure	0,8
Poules	
• poules pondeuses en cage	0,8
• poules pour la reproduction	0,8
• poules à griller / gros poulets	0,7
• poulettes	0,7
Veaux lourds	
• veaux de lait	1,0
• veaux de grain	0,8
Renards	1,1
Visons	1,1

Pour les autres espèces animales, utiliser le paramètre C = 0,8

Tableau 10.4.4 - Type de fumier (paramètre D)

Mode de gestion des engrais de ferme	Paramètre D
Gestion solide	
Bovins de boucherie et laitiers, chevaux, moutons et chèvres	0,6
Autres groupes ou catégories d'animaux	0,8
Gestion liquide	
Bovins de boucherie et laitiers	0,8
Autres groupes et catégories d'animaux	1,0

Tableau 10.4.5 - Type de projet (paramètre E)

[- nouveau projet ou augmentation du nombre d'unités animales]

Augmentation (1) jusqu'à ... (u.a.)	Paramètre E	Augmentation jusqu'à ... (u.a.)	Paramètre E
10 ou moins	0,50	181-185	0,76
11-20	0,51	186-190	0,77
21-30	0,52	191-195	0,78
31-40	0,53	196-200	0,79
41-50	0,54	201-205	0,80
51-60	0,55	206-210	0,81
61-70	0,56	211-215	0,82
71-80	0,57	216-220	0,83
81-90	0,58	221-225	0,84
91-100	0,59	226-230	0,85
101-105	0,60	231-235	0,86
106-110	0,61	236-240	0,87
111-115	0,62	241-245	0,88
116-120	0,63	246-250	0,89
121-125	0,64	251-255	0,90
126-130	0,65	256-260	0,91
131-135	0,66	261-265	0,92
136-140	0,67	266-270	0,93
141-145	0,68	271-275	0,94
146-150	0,69	276-280	0,95
151-155	0,70	281-285	0,96
156-160	0,71	286-290	0.97
161-165	0,72	291-295	0,98
166-170	0,73	296-300	0,99
171-175	0,74	300 et plus ou	1,00
176-180	0,75	nouveau projet	1,00

(1) À considérer selon le nombre total d'animaux auquel on veut porter le troupeau, qu'il y ait ou non agrandissement ou construction de bâtiment. Pour tout projet conduisant à un total de 300 unités animales et plus ainsi que pour tout projet nouveau, le paramètre E = 1.

Tableau 10.4.6 - Facteur d'atténuation (paramètre F)

F = F1 x F2 x F3

Technologie	**Paramètre F**
Toiture sur lieu d'entreposage	**F1**
• absente	**1,0**
• rigide permanente	**0,7**
• temporaire (couche de tourbe, couche de plastique)	**0,9**
Ventilation	**F2**
• naturelle et forcée avec multiples sorties d'air	**1,0**
• forcée avec sorties d'air regroupées et sorties de l'air au-dessus du toit	**0,9**
• forcée avec sorties d'air regroupées et traitement de l'air avec laveurs d'air ou filtres biologiques	**0,8**
Autres technologies	**F3**
• les nouvelles technologies peuvent être utilisées pour réduire les distances lorsque leur efficacité est éprouvée	*facteur à déterminer lors de l'accréditation*

Tableau 10.4.7 - Facteur d'usage (paramètre G)

Facteur d'usage	**Paramètre G**
Immeuble protégé	**1,0**
Maison d'habitation	**0,5**
Périmètre d'urbanisation	**1,5**

10.5 CALCUL DES DISTANCES SÉPARATRICES AUX INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE

Les distances séparatrices sont obtenues en multipliant entre eux les **paramètres B, C, D, E, F, et G.**

La distance entre, d'une part, l'installation d'élevage et le lieu d'entreposage des fumiers et, d'autre part, un bâtiment non agricole avoisinant est calculée en établissant une droite imaginaire entre la partie la plus avancée des constructions considérées, à l'exception de galeries, perrons, avant-toits, patios, terrasses, cheminées et rampes d'accès.

10.6 DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX LIEUX D'ENTREPOSAGE DES ENGRAIS DE FERME

Une fosse à fumier, à lisier ou à purin ne peut être érigée que sur le même terrain où sont localisés les bâtiments d'élevage et ne peut servir qu'à des seules fins d'entreposage d'engrais de ferme provenant de l'exploitation agricole où est situé le lieu d'entreposage.

10.7 DISPOSITIONS RELATIVES AUX LIEUX D'ENTREPOSAGE DES ENGRAIS DE FERME SITUÉS À PLUS DE 150 MÈTRES D'UNE INSTALLATION D'ÉLEVAGE

Lorsqu'un lieu d'entreposage des engrais de ferme est situé à plus de cent cinquante mètres (150m) de l'installation d'élevage, les distances séparatrices s'appliquent et sont établies en considérant qu'une capacité d'entreposage de 20 m^3 correspond à une unité animale.

10.8 DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES À L'ÉPANDAGE DES ENGRAIS DE FERME

Les engrais de ferme ne peuvent être étendus que dans des champs cultivés, selon les distances séparatrices établies au tableau suivant :

Tableau 10.8.7 : Distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme

			Distance séparatrice requise de toute maison d'habitation, d'un périmètre d'urbanisation, ou d'un immeuble protégé (m)	
Type	**Mode d'épandage**		**15 juin au 15 août**	**Autre temps**
		citerne lisier laissé en surface plus de 24 h	75	25
		citerne lisier incorporé en moins de 24 h	25	X
		par rampe	25	X
		par pendillard	X	X
	incorporation simultanée		X	X
	frais, laissé en surface plus de 24 h		75	X
	frais, incorporé en moins 24 h.		X	X
	compost désodorisé		X	X

X = Épandage permis jusqu'aux limites du champ.

Aucune distance séparatrice n’est requise pour les zones inhabitées des périmètres d’urbanisation.

10.9 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES CONCERNANT CERTAINS INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE EN REGARD DU PÉRIMÈTRE URBAIN, DES IMMEUBLES EXPOSÉS AUX VENTS DOMINANTS ET D'UN CHEMIN PUBLIC

Certaines installations d'élevage doivent respecter les distances minimales en regard du périmètre urbain et des immeubles exposés, tel que prescrites aux tableaux 10.9.1, 10.9.2 et 10.9.3:

Tableau 10.9.1 : Dispositions spécifiques concernant toutes les installations d'élevage ayant une charge d'odeur de un (1) ou plus

Utilisation du sol	**Distances minimales (mètres)**
Périmètre urbain (PU)	**500 m des limites du PU du côté nord-ouest, nord, nord-est, est, sud-est**
Périmètre urbain (PUE) exposé aux vents dominants	**1000 m des limites du PUE du côté sud, sud-ouest et ouest**
Les chemins publics suivants : La route 133, le rang du Bord de l'eau (route 225), le rang Grand Sabrevois, le rang Petit Sabrevois, le rang Saint-Louis, la montée Bertrand, la montée Meunier et le rang Sainte-Anne	**300 m, de chaque côté de l'emprise du chemin**
Immeuble protégé	**450 m, de tout bâtiment correspondant à la définition d'un immeuble protégé**
Toutes les zones de type 'RA' et 'RCZ' : RA-1, RA-2, RA-3, RA-4 et RA-5. RCZ-1, RCz-2, RCZ-3, RCZ-4, RCZ-5, RCZ-6, RCZ-7, RCZ-8, RCZ-9, RCZ-10, RCZ-11 ET RCZ-12	**450 m, des limites nord, nord-est, est, sud-est et sud des zones de type 'RA' et 'RCZ' identifiées au plan de zonage contenu aux ANNEXES B-1 et B-3.1 à B-3.12**
Le corridor riverain de la rivière Richelieu, entre les limites municipales nord et sud de la municipalité Au nord du périmètre urbain : Le territoire situé entre la rivière Richelieu et la route 133 Au sud du périmètre urbain : Le territoire situé entre la rivière Richelieu et le rang du Bord de l'eau.	**Aucun élevage ayant une charge d'odeur de un (10 ou plus.**

Tableau 10.9.2 : Dispositions spécifiques concernant les installations d'élevage de suidés, exposées aux vents dominants

	Élevage de suidés (engraissement)				**Élevage de suidés (maternité)**			
Nature du projet	Limite maximale d'unités animales permises (1)	Nombre total d'unités animales (2)	Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbani-sation exposés	Distance de toute maison d'habita-tion exposée	Limite maximale d'unités animales permises (1)	Nombre total d'unités animales (2)	Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbani-sation exposés	Distance de toute maison d'habita-tion exposée
Nouvelle installation d'élevage ou ensemble d'installations d'élevage		1 - 200 201-400 401-600 601 et +	900 1125 1350 2,25/ua	600 750 900 1,5/ua		0,25- 50 51 - 75 76 - 125 126-250 251-375 376 et +	450 675 900 1125 1350 3,6/ua	300 450 600 750 900 2,4/ua
Remplacement du type d'élevage	200	1 - 50 51 - 100 101-200	450 675 900	300 450 600	200	0,25- 30 31 - 60 61 - 125 126-200	300 450 900 1125	200 300 600 750
Accroissement	200	1 - 40 41 - 100 101-200	225 450 675	150 300 450	200	0,25- 30 31 - 60 61 - 125 126-200	300 450 900 1125	200 300 600 750

Tableau 10.9.3 : Dispositions spécifiques concernant les installations d'élevage de gallinacés, anatidés ou dindes, exposées aux vents dominants

Élevage de gallinacés ou d'anatidés ou de dindes dans un bâtiment			
Limite maximale d'unités animales permises (1)	Nombre total d'unités animales (2)	Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés	Distance de toute maison d'habitation exposée
	0,1 - 80 81 - 160 161 - 320 321 - 480 + 480	450 675 900 1125 3/ua	300 450 600 750 2/ua
480	0,1 - 80 81 - 160 161 - 320 321 - 480	450 675 900 1125	300 450 600 750
480	0,1 - 40 41 - 80 81 - 160 161 - 320 321 - 480	300 450 675 900 1125	200 300 450 600 750

(1) *Dans l'application des normes de localisation prévues à la présente annexe, un projet qui excède la limite maximale d'unités animales visée à cette annexe doit être considérée comme un nouvel établissement de production animale.*

(2) *Nombre total : la quantité d'animaux contenus dans l'installation d'élevage ou l'ensemble d'installations d'élevage d'une unité d'élevage, y compris les animaux qu'on prévoit ajouter. Lorsqu'on élève ou projette d'élever deux ou plusieurs types d'animaux dans une même unité d'élevage, on a recours aux normes de localisation qui régissent le type d'élevage qui comporte le plus grand nombre d'unités animales, sous réserve que ces normes ne peuvent être inférieures à celles qui s'appliqueraient si le nombre d'unités animales était pris séparément pour chaque espèce. Pour déterminer les normes de localisation qui s'appliquent, on additionne le nombre total d'unités animales de l'unité d'élevage et on applique le total ainsi obtenu au type d'élevage majoritaire en nombre d'unités animales.*

10.10 RECONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT D'ÉLEVAGE

En règle générale, la reconstruction d'un bâtiment d'élevage, suite à un sinistre ou toute autre cause, n'est autorisée qu'en respectant les distances séparatrices prévues au présent règlement.

Malgré de ce qui précède, la reconstruction d'un bâtiment d'élevage peut être effectuée sur l'emplacement des fondations du bâtiment détruit, à la condition qu'il s'agit du même type d'animaux, du même nombre d'unités animales et du même type de fumier. Dans ce cas, la reconstruction doit se faire à l'intérieur d'une période de 12 mois.

10.11 REMPLACEMENT DU TYPE D'ÉLEVAGE D'UNE INSTALLATION D'ÉLEVAGE DÉROGATOIRE

Le remplacement du type d'élevage d'une installation d'élevage dérogatoire est autorisé aux conditions suivantes :

1. La charge d'odeur déterminée au **PARAMETRE C** est égale ou inférieure à la charge d'odeur de l'installation d'élevage existante.
2. Le type de gestion des effluents d'élevage est le même ou une gestion plus favorable en regard aux inconvénients associés aux odeurs est instauré.

10.12 CONSTRUCTION D'UNE INSTALLATION D'ÉLEVAGE DANS LA PLAINE INONDABLE

Dans la plaine inondable tel qu'identifée sur les plans contenus en ANNEXE, la construction de toute nouvelle installation d'élevage est interdite.

SECTION 11 : NORMES D'AMÉNAGEMENT DU LITTORAL, DES RIVES ET DE LA PLAINE INONDABLE

11.1 SECTEURS D'APPLICATION

Sont visées par ces dispositions, tous les lacs et cours d'eau des cours d'eau à débit régulier ou intermittent, y compris ceux qui ont été créés ou modifiés par une intervention humaine, situés sur le territoire de la municipalité, à l'exclusion des suivants:

1. de tout cours d'eau ou portion de cours d'eau que le gouvernement détermine, après consultation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, par décret qui entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée,

2. tout fossé de voie publique,

3. d'un fossé mitoyen au sens de l'article 1002 du Code civil,

4. d'un fossé de drainage qui satisfait aux exigences suivantes :

    - utilisé aux seules fins de drainage et d'irrigation;
    - qui n'existe qu'en raison d'une intervention humaine;
    - dont la superficie du bassin versant est inférieure à 100 hectares.

5. la plaine inondable telle que décrite sur les cartes éditées par le Centre d'expertise hydrique du Québec et le ministère de l'Environnement du Québec, et énumérées dans la terminologie contenu à l'ANNEXE A du Règlement sur les permis et certificats #403, faisant partie intégrante du présent règlement

11.2 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Règle générale, les aménagements et ouvrages doivent être conçus et réalisés de façon à respecter l'état et l'aspect naturels des lieux, de façon à ne pas nuire à l'écoulement naturel des eaux ni créer de foyer d'érosion ou de pollution.

Tous les aménagements et ouvrages doivent être réalisés sans avoir recours à l'excavation, au dragage, au nivellement, au remblayage ou autres travaux qui auraient comme conséquence de modifier ou altérer l'état et l'aspect naturel des lieux.

11.3 NORMES SPÉCIFIQUES SUR LE LITTORAL

Si des aménagements sont nécessaires sur le littoral, ils doivent respecter l'intégrité et le caractère naturel des lieux. Ils doivent être conçus de façon à ne pas nuire à la libre circulation des eaux, sans avoir recours au remblayage et au dragage.

Sur le littoral, seuls les constructions, ouvrages et travaux suivants sont autorisés :

1. Un quai, un débarcadère ou un abri pour embarcations, de type ouvert avec ou sans toit, installé sur pilotis, sur pieux ou sur plates-formes flottantes.
2. L'aménagement de traverse de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et aux ponts.
3. Les équipements nécessaires à l'aquaculture.
4. Les prises d'eau.
5. Des travaux autorisés suite à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la Qualité de l'Environnement* (L.R.Q., c.Q-2).
6. Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, industrielles, commerciales, publiques ou pour fins d'accès public, incluant l'entretien, la réparation, la démolition, ayant obtenues une autorisation en vertu de la *Loi sur la Qualité de l'Environnement* (L.R.Q., c.Q-2), de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la Faune* (L.R.Q., c. C-61.1), de la *Loi sur le Régime des eaux* (L.R.Q., c. R-13) et de toute autre loi.
7. L'entretien, la réparation et la démolition de constructions et ouvrages existants autres que les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, industrielles, commerciales, publiques ou pour fins d'accès public.
8. Les travaux de nettoyage d'entretien des cours d'eau, sans déblaiement, effectués par une autorité municipale conformément aux pouvoir et devoirs qui lui sont conférés par la loi.
9. L'empiètement sur le littoral nécessaire à la réalisation des travaux autorisés dans la rive.

11.4 NORMES SPÉCIFIQUES SUR LA RIVE

Dans la rive, sont interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux à l'exception de:

1. L'entretien, la réparation et la démolition des constructions et ouvrages existants, utilisés à des fins autres que municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public.
2. Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition à la condition d'obtenir un certificat d'autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*.
3. La construction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal à des fins autres que municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public aux conditions suivantes :

    a) Les dimensions du lot ne permettent plus la construction ou l'agrandissement de ce bâtiment principal à la suite de la création de la bande de protection de la rive et il ne peut raisonnablement être réalisé ailleurs sur le terrain,
    b) Le lotissement a été réalisé avant l'entrée en vigueur du premier règlement municipal applicable interdisant la construction dans la rive,
    c) Le lot n'est pas situé dans une zone à forts risques d'érosion ou de glissements de terrain identifiée au schéma d'aménagement et de développement,
    d) Une bande minimale de protection de 5 mètres devra obligatoirement être conservée dans son état actuel ou préférablement retournée à l'état naturel si elle ne l'était déjà.

4. La construction ou l'érection d'un bâtiment auxiliaire ou accessoire de type garage, remise, cabanon ou piscine, est autorisée seulement sur la partie d'une rive qui n'est plus à l'état naturel et aux conditions suivantes :

    a) Les dimensions du lot ne permettent plus la construction ou l'érection de ce bâtiment auxiliaire ou accessoire, à la suite de la création de la bande de protection de la rive,
    b) Le lotissement a été réalisé avant l'entrée en vigueur du premier règlement de contrôle intérimaire, le 12 avril 1983,
    c) Une bande minimale de protection de cinq mètres doit être conservée et maintenue à l'état naturel,
    d) Le bâtiment auxiliaire ou accessoire devra reposer sur le terrain sans excavation ni remblayage.

5. Les ouvrages et travaux suivants relatifs à la végétation :

   a) les activités d'aménagement forestier dont la réalisation est assujettie à la *Loi sur les forêts* et à ses règlements d'application,

   b) la coupe d'assainissement,

   c) la récolte d'arbres de 50 % des tiges de dix centimètres et plus de diamètre, à la condition de préserver un couvert forestier d'au moins 50 % dans les boisés privés utilisés à des fins d'exploitation forestière ou agricole,

   d) la coupe nécessaire à l'implantation d'une construction ou d'un ouvrage autorisé,

   e) la coupe nécessaire à l'aménagement d'une ouverture de cinq mètres de largeur donnant accès au plan d'eau, lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 %,

   f) l'élagage et l'émondage nécessaires à l'aménagement d'une fenêtre de cinq mètres de largeur, lorsque la pente de la rive est supérieure à 30 %, ainsi qu'un sentier ou un escalier qui donne accès au plan d'eau,

   g) les semis et la plantation d'espèces végétales, d'arbres ou d'arbustes et les travaux visant à rétablir un couvert végétal permanent et durable,

   h) les divers modes de récolte de la végétation herbacée lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 % et uniquement sur le haut du talus lorsque la pente est supérieure à 30 %.

6. La culture du sol à des fins d'exploitation agricole. Cependant, une bande minimale de trois mètres de la rive devra être conservée. De plus, s'il y a un talus et que le haut de celui-ci se situe à une distance inférieure à trois mètres (3 m) à partir de la ligne des hautes eaux, la largeur de la rive doit inclure un minimum d'un mètre sur le haut du talus.

7. Les ouvrages et travaux suivants:

a) l'installation de clôtures,

b) l'implantation ou la réalisation d'exutoires de réseaux de drainage souterrain ou de surface et les stations de pompage,

c) l'aménagement de traverses de cours d'eau relatifs aux passages à gué, aux ponceaux et ponts ainsi que les chemins y donnant accès,

d) les équipements nécessaires à l'aquaculture,

e) toute installation septique conforme au règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (L.R.Q., c. Q-2, r.8),

f) lorsque la pente, la nature du sol et les conditions de terrain ne permettent pas de rétablir la couverture végétale et le caractère naturel de la rive, les ouvrages et les travaux de stabilisation à l'aide d'un perré, de gabions ou finalement à l'aide d'un mur de soutènement, en accordant la priorité à la technique la plus susceptible de faciliter l'implantation éventuelle de végétation naturelle,

g) les puits individuels,

h) la reconstruction ou l'élargissement d'une route existante incluant les chemins de ferme et les chemins forestiers,

i) les ouvrages et travaux nécessaires à la réalisation des constructions, ouvrages et travaux autorisés sur le littoral, conformément aux mesures relatives au littoral énoncées ci-après,

j) les activités d'aménagement forestier dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et à sa réglementation sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État.

11.5 NORMES SPÉCIFIQUES À LA PROTECTION DES PLAINES INONDABLES

Nul aménagement du sol et nulle construction, ouvrage ou structure ne peut être érigé, agrandi, démoli, rénové ou autrement modifié et nul permis et certificat ne doit être émis si les dispositions du présent chapitre ne sont pas respectées.

11.6 DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA ZONE DE GRAND COURANT

Dans une *zone de grand courant* sont interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et travaux à l'exception de :

1. Les travaux qui sont destinés à maintenir en bon état les terrains, à réparer, à moderniser ou à démolir les constructions et ouvrages existants à la condition que ces travaux n'augmentent pas la superficie de la propriété exposée aux inondations. Dans tous le cas de travaux majeurs, les constructions et ouvrages devront être immunisés adéquatement.

2. Les installations entreprises par les gouvernements ou les organismes sous leur compétence qui sont nécessaires aux activités de trafic maritime, notamment les quais, les brise-lames, les canaux, les écluses et les aides fixes à la navigation. Toutes les parties des ouvrages situés sous le niveau d'inondation devront faire l'objet de mesures d'immunisation adéquates.

3. Les installations souterraines de service d'utilité publique telles que les pipelines, les lignes électriques et téléphoniques ainsi que l'installation de conduites d'aqueduc et d'égout ne comportant aucune entrée de service.

4. La construction de réseaux d'aqueduc ou d'égout dans les secteurs aménagés afin de raccorder uniquement les ouvrages existants à la date d'entrée en vigueur du premier règlement municipal interdisant les nouvelles implantations, le 14 avril 1994.

5. L'entretien des réseaux d'aqueduc et d'égout.

6. Une installation septique destinée à une résidence existante ou à tout autre établissement existant utilisé à des fins commerciales, industrielles ou publiques, en conformité avec le *règlement sur l'évacuation des eaux usées des résidences isolées (c.Q2, r.8).*

7. L'amélioration ou le remplacement du puits d'une résidence ou d'un établissement existant par un puits tubulaire, construit de façon à éviter les dangers de contamination et de submersion, aménagé en

conformité avec le *règlement sur le captage des eaux souterraines* (c. Q2, r.1.3).

8. L'entretien des voies de circulation ainsi que des servitudes d'utilité publique. Pour des raisons de sécurité publique, lors de travaux de modernisation ou de reconstruction d'une infrastructures liées à une voie publique, la superficie d'une voie de circulation pourra être augmentée de 25% pour la rendre conforme aux normes applicables.

9. Un ouvrage à aire ouverte utilisé à des fins récréatives et aménagé sans remblai ni déblai, autre qu'un terrain de golf.

10. La reconstruction d'un ouvrage détruit par une catastrophe autre qu'une inondation. Les ouvrages permis devront cependant être réalisés en respectant les règles d'immunisation prescrites par ce règlement.

11. Les aménagements fauniques ne nécessitant pas de travaux de remblai, à moins d'avoir fait l'objet d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement.*

12. Les travaux de drainage des terres.

13. Les activités d'aménagement forestier ne nécessitant pas de travaux de remblai ni déblai.

11.7 CONSTRUCTION, OUVRAGES ET TRAVAUX ADMISSIBLES À UNE DÉROGATION

Dans la zone de grand courant sont autorisés constructions, ouvrages et travaux suivants ayant fait l'objet d'une dérogation conformément aux dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1) :

1. Tout projet d'élargissement, de rehaussement, d'entrée et de sortie, de contournement et de réalignement dans l'axe actuel d'une voie de circulation existante, y compris les voies ferrées.
2. Les voies de circulation donnant accès à des traverses de plans d'eau et leur accès.
3. Tout projet de mise en place de nouveaux services d'utilité publique situés au-dessus du niveau du sol tels que les pipelines, les lignes électriques et téléphoniques, les infrastructures reliées aux aqueducs et égouts, à l'exception des nouvelles voies de circulation.
4. Les puits communautaires servant au captage d'eau souterraine.
5. Un ouvrage servant au captage d'eau de surface se situant au-dessus du niveau du sol.
6. Les stations d'épuration des eaux usées.

7. Les ouvrages de protection contre les inondations entrepris par les gouvernements sous leur compétence, leurs ministères ou organismes, ou par les municipalités, à des fins publiques ou d'accès public, municipales, industrielles, commerciales ou agricoles.

8. Les travaux visant la protection contre les inondations des zones enclavées par des terrains dont l'élévation est supérieure à celle de la cote de la crue de récurrence de 100 ans, et qui ne sont inondables que par le refoulement des conduites.

9. Tous les travaux visant :

   - l'agrandissement d'ouvrages destinés à la construction navale et aux activités maritimes ou portuaires,
   - l'agrandissement d'ouvrages destinés aux activités agricoles, industrielles, commerciales ou publiques,
   - l'agrandissement d'une construction et de ces dépendances, en conservant la même typologie de zonage.

10. Les installations de pêche commerciale et d'aquaculture.

11. L'aménagement d'un fonds de terre à des fins récréatives, d'activités agricoles ou forestières, nécessitant des travaux de remblais et de déblais dans la zone de grand courant, tel que les chemins, sentiers piétonniers et pistes cyclables, à l'exception des ouvrages de protection contre les inondation et les terrains de golf.

12. Un aménagement faunique nécessitant des travaux de remblai, qui n'est pas assujetti à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement.*

13. Les barrages à des fins municipales, commerciales ou publiques, assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement.*

11.8 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES CONCERNANT LES IMMEUBLES OU PARTIES D'IMMEUBLES SITUÉS DANS LA ZONE DE GRAND COURANT DANS UNE ZONE RCZ

Les travaux suivants ne sont pas assujettis à l'obtention d'une dérogation obtenue en vertu de la Politique de protection des rives, du littoral et de la plaine inondable. Certaines conditions énumérées ci-après doivent être respectées.

1. Les travaux de construction, de rénovation et de modernisation d'une construction principale suivants:

   a) La rénovation et la modernisation de la construction principale existante, en autant que la superficie de la projection au sol demeure identique.

b) La construction d'un 2e étage à une construction principale existante, en autant que la projection au sol de la construction ne soit pas modifiée.
c) La construction d'un balcon, d'une galerie ou d'un patio ouvert, sur pieux ou sonotubes.
d) L'installation d'un solarium de type préfabriqué sur un patio ou sur des pieux vissés, d'une superficie maximum de trente mètres carrés (30 m2).

2. Les constructions accessoires suivantes :

a) L'installation d'une remise, d'une piscine hors terre ou d'un spa, déposés au sol, sans fondations permanentes ni ancrage. La superficie cumulative maximale de ces bâtiments ne doit pas excédée trente mètres carrés (30 m2). La piscine ou le spa ne sont pas inclus dans ce calcul.
b) La construction d'une piscine creusée, à la condition que les déblais d'excavation seront transportés hors de la zone inondable et que la piscine ne se localise pas dans la bande riveraine.
c) La construction d'un espace ouvert, tel une galerie, un patio ou un balcon, avec ou sans toiture, sans excavation ni remblayage.
d) L'installation d'un gazebo d'une superficie maximale de quinze mètres carrés (15 m2), déposé au sol, sans excavation ni remblayage.

Les dispositions de cet article s'appliquent uniquement aux terrains qui respectent les conditions suivantes :

- Le terrain se situe dans une zone RCZ, tel qu'identifiée sur le plan de zonage en ANNEXE B-3.1 à B-3.12 : plans sectoriels RCZ-1 à RCZ-12
- Une construction principale existe sur le terrain.
- La construction existante ou projetée ne se localise pas dans le littoral (zone 0-2 ans) ni dans la bande riveraine.
- Les marges de recul sont respectées.
- Les travaux projetés ne nécessitent pas de remblai ou de déblai, autres que nécessaires pour immuniser la construction.

11.9 DISPOSITIONS RELATIVES À LA ZONE DE FAIBLE COURANT

Dans une zone de faible courant sont interdits :

1. Toutes les constructions et tous les ouvrages non immunisés.
2. Les travaux de remblai autres que ceux requis pour l'immunisation des constructions et ouvrages autorisés, et ayant fait l'objet d'une dérogation conformément aux dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1).

11.10 MESURES D'IMMUNISATION

Les mesures d'immunisation suivantes sont applicables dans toute la plaine inondable :

1. Aucune ouverture (fenêtre, soupirail, porte d'accès garages, etc.) ne doit être atteinte par la crue à récurrence de 100 ans.
2. Les drains d'évacuation doivent être munis de clapets de retenue.
3. Pour toute structure ou partie de structure sise sous le niveau de la crue à récurrence de 100 ans, un membre de l'ordre des ingénieurs du Québec doit produire une étude démontrant la capacité des structures à résister à cette crue, en y intégrant les calculs relatifs à:
   - l'imperméabilisation,
   - la stabilité des structures,
   - l'armature nécessaire,
   - la capacité de pompage pour évacuer les eaux de filtration,
   - la résistance du béton à la compression et à la tension.
4. L'aménagement d'une cave ou d'un sous-sol est interdit. Sont spécifiquement autorisés les vides sanitaires ayant une hauteur intérieure maximale de 1,20 mètres.
5. Le plancher du rez-de-chaussée doit se situer entre 30 et 90 centimètres au-dessus de la cote d'inondation de la zone de faible courant.
6. Le remblayage du terrain fait partie du mode d'immunisation et doit se limiter à la protection de l'ouvrage aménagé sans s'étendre à l'ensemble du terrain sur lequel il est prévu. La pente moyenne, du sommet du remblai adjacent à la construction ou à l'ouvrage projeté, jusqu'à son pied, ne devrait pas être inférieure à 33,3 %, en respectant le rapport 1vertical : 3 horizontal.

11.11 DISPOSITIONS EN VERTU DE LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DES RIVES, DU LITTORAL OU DES PLAINES INONDABLES OU POUR DES RAISONS DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

11.11.1 DEMANDE DE DÉROGATION CONCERNANT LES LOTS 92-20, 92-21 ET 92-22, DU CADASTRE ST-GEORGES-DE-HENRYVILLE

L'agrandissement d'une résidence existante et la construction d'une installation sanitaire sur les lots 92-20, 92-21 et 92-22, du cadastre Saint-Georges-de-Henryville. Les travaux de remblayage projetés se limiteront à la protection des ouvrages permanents et l'immunisation se fera en respectant la côte centenaire de 30,79 m (dossier 7430-16-01-0314100, ministère de l'Environnement du Québec).

11.11.2 DEMANDE DE DÉROGATION CONCERNANT LE RACCORDEMENT DES RUES JETTÉ, JEAN-LOUIS ET LA 16E AVENUE

Le raccordement des rues Jetté, Jean-Louis et la 16e avenue pour les parties se situant dans la zone à grand courant (0-20 ans); dossier 7430-16-01-00942000, ministère de l'Environnement du Québec.

11.11.3 DEMANDE DE DÉROGATION CONCERNANT L'AGRANDISSEMENT D'UNE RÉSIDENCE SITUÉE AU 108, BOUTHILLIER

L'agrandissement de la résidence située au 108 rue Bouthillier, selon les plans déposés et en respect des mesures d'immunisation spécifiées à l'article 11.10 du présent règlement.

11.11.4 DEMANDE DE DÉROGATION CONCERNANT LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ANNEXÉ À LA RÉSIDENCE SITUÉE AU 51, BOUTHILLIER

La construction d'un garage sur dalle de béton de 5,33 m par 8,03 m attenant à la résidence existante située au 51, rue Bouthillier. Le remblai d'immunisation prévu devra respecter la prescription inscrite au plan 'IMMUNISATION' daté du 6 avril 2006 et signé par l'ingénieur Denis Tremblay.

SECTION 12 : NORMES SPÉCIFIQUES DANS UNE ZONE À RISQUES D'ÉROSION

12.1 SECTEURS D'APPLICATION

Sont visées par ces dispositions, certaines parties de territoires adjacents au cours d'eau Décharge des Vingt, situés sur le territoire de la municipalité. Les zones à risques d'érosion sont identifiées au plan de zonage en ANNEXE B-2.

12.2 DISPOSITIONS CONCERNANT LES CONSTRUCTIONS ET OUVRAGES LOCALISÉS DANS UNE ZONE À RISQUE D'ÉROSION

Les dispositions suivantes s'appliquent lorsque le terrain ou une partie du terrain se situe dans une zone à risque d'érosion, mais varient selon le milieu ou la dégradation des rives.

12.3 CONSTRUCTIONS ET OUVRAGES SITUÉS DANS UNE ZONE À RISQUE D'ÉROSION DANS LA ZONE AGRICOLE DÉSIGNÉE PAR DÉCRET

Aucune construction n'est autorisée à l'intérieur de la zone à risque d'érosion.

Le couvert végétal doit être conservé sur une largeur minimum de trois mètres (3m).

Le couvert végétal doit être conservé et les rives doivent être stabilisés dès qu'il y a des signes d'érosion.

12.4 CONSTRUCTIONS ET OUVRAGES SITUÉS DANS UNE ZONE À RISQUE D'ÉROSION DANS LE PÉRIMÈTRE URBAIN

Aucune construction principale n'est autorisée à moins de quinze mètres (15m) de la rive.

Une construction accessoire pourrait être autorisée à moins de quinze mètres (15m) de la rive, sur dépôt d'un rapport d'un ingénieur.

Dans tous les cas, une distance minimale du talus de sept mètres (7m) doit être respectée et tout projet doit être réalisé en conformité avec les dispositions de l'article 11.4 (Normes spécifiques sur la rive) du présent règlement.

Le couvert végétal doit être conservé et les rives doivent être stabilisées dès qu'il y a des signes d'érosion.

12.5 DROITS ACQUIS POUR TOUTE CONSTRUCTION EMPIÉTANT DANS LA MARGE DE PROTECTION

Un droit acquis est accordé pour toute construction empiétant dans la marge de protection, érigée avant le 10 décembre 1986, le tout en conformité avec les dispositions de l'article 11.4 (normes spécifiques sur la rive) du présent règlement.

Pour les fins d'aménagement de fossés de drainage, de réseau d'aqueduc et / ou d'égout, il est permis d'effectuer des travaux d'excavation suivant des mesures de mitigation concernant l'érosion des pentes et l'aménagement aux abords des sites.

SECTION 13 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX USAGES ET AUX CONSTRUCTIONS PROTÉGÉS PAR DROITS ACQUIS

13.1 RECONNAISSANCE DE DROITS ACQUIS

Sont considérés comme dérogatoires, les constructions et usages existants ou ayant fait l'objet d'un permis ou d'un certificat avant l'entrée en vigueur du présent règlement et qui se trouvent non conformes au règlement de zonage et au règlement de construction de la municipalité. Les usages et les constructions ont des droits acquis uniquement si ces usages ou constructions étaient conformes à la réglementation au moment de leur édification.

L'émission d'un permis ou d'un certificat n'a pour effet de protéger un usage ou une construction dérogatoire que s'il a été émis conformément au règlement de zonage et de construction en vigueur au moment de son émission. Dans tous les autres cas, ces usages et constructions ne sont pas considérés comme dérogatoires et n'ont pas de droits acquis.

13.2 ABANDON, CESSATION OU INTERRUPTION D'UN USAGE DÉROGATOIRE

Les droits acquis protégeant l'usage d'un terrain ou d'un bâtiment abritant un usage dérogatoire sont perdus lorsque celui-ci a été abandonné, a cessé ou a été interrompu pendant une période de douze (12) mois consécutifs.

13.3 EXÉCUTION DE TRAVAUX NÉCESSAIRES AU MAINTIEN DES DROITS ACQUIS

Il est permis d'effectuer des travaux de réparation et d'entretien courants nécessaires pour préserver les conditions d'exercice d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis.

13.4 EXTINCTION DES DROITS ACQUIS RELATIFS À L'USAGE

Les droits acquis d'un usage dérogatoire sont éteints si cet usage a été abandonné, a cessé ou a été interrompu pendant une période de douze mois consécutifs ou si l'équipement ou les installations nécessaires à l'exercice de cet usage ont été enlevés sans être remplacés ou remis en place à l'intérieur d'une période de douze mois suivant la désinstallation.

Malgré le premier alinéa, les droits acquis d'un usage dérogatoire sont éteints dès que cet usage est remplacé par un usage conforme au présent règlement.

Le droit d'usage accessoire s'éteint avec la perte du droit d'usage principal.

13.5 REMPLACEMENT D'UN USAGE DÉROGATOIRE

(modifié par le règlement 401-6)

Un usage dérogatoire protégé par droits acquis ne peut être remplacé que par un usage conforme au présent règlement ou par un usage provenant de la même sous-classe d'usages identifiés à la section 3 du présent règlement.

Nonobstant ce qui précède, un usage dérogatoire identifié dans les sous-classes industrielles IN-1, IN-2 ou IN-3 peut être remplacé par un usage d'une sous classe de moindre impact définit dans les trois (3) sous-classes précédemment nommées, (ex : un usage dérogatoire pouvant être identifié dans la sous classe IN-2 peut être remplacé par un usage de la sous classe IN-1 ou IN-2; un usage dérogatoire pouvant être identifié dans la sous classe IN-3 peut être remplacé par un usage des sous classes IN-1, IN-2 ou IN-3)

13.6 EXTENSION D'UN USAGE DÉROGATOIRE

Un usage dérogatoire protégé par droits acquis peut être étendu en superficie jusqu'à 50% de la superficie totale occupée par cet usage à la date à laquelle les droits acquis ont pris naissance.

L'extension de l'usage doit avoir lieu sur le même terrain que l'usage dérogatoire protégé par droits acquis, sans excéder les limites de ce terrain et sans excéder les limites du terrain telles qu'elles existaient à la date à laquelle les droits acquis ont pris naissance.

Un usage dérogatoire non localisé dans un bâtiment ne peut être étendu en superficie.

13.7 CONSTRUCTION DÉROGATOIRE

Une construction est dérogatoire lorsque sa superficie, son volume, sa hauteur, sa forme ou son implantation ne respectent pas une ou des dispositions du présent règlement de zonage ou lorsque la construction ne respecte pas une ou des normes de construction établies par le règlement de construction.

Des dispositions spécifiques peuvent s'appliquer à certaines constructions, en vertu d'une Loi ou d'un autre règlement applicable.

13.8 AGRANDISSEMENT D'UNE CONSTRUCTION DÉROGATOIRE

Une construction dérogatoire protégée par droits acquis peut être agrandie dans le prolongement des murs existants sur une longueur maximale équivalente à

50% de la longueur du mur existant empiétant dans la marge de recul sans toutefois diminuer la marge de recul existante.

Une construction qui ne respecte pas les normes de construction établie par le règlement de construction ne peut être agrandie qu'en respect de la réglementation en vigueur.

13.9 REMPLACEMENT D'UNE CONSTRUCTION DÉROGATOIRE

Une construction dérogatoire protégée par droits acquis ne peut être remplacée que par une construction conforme à la réglementation en vigueur au moment de la reconstruction.

13.10 REMPLACEMENT OU DÉPLACEMENT D'UNE CONSTRUCTION DANS LA PLAINE INONDABLE DE GRAND COURANT (0-20 ANS)

Une résidence existante localisée dans la plaine inondable de grand courant (2-20 ans) peut être remplacée pour servir aux mêmes fins avant sa destruction, à condition que :

- La résidence se situe dans une zone RCZ, tel qu'identifiée sur le plan de zonage en ANNEXE B-3.1 à B-3.12 : plans sectoriels RCZ-1 à RCZ-12
- La reconstruction se fait au même emplacement et la projection au sol de la construction remplacée est identique (projection au sol des murs extérieurs)
- La résidence ne se localise pas dans le littoral ni dans la bande riveraine.
- Les travaux projetés ne nécessitent pas de remblai ou de déblai, autres que nécessaires pour immuniser la construction.

De plus, le remplacement ou le déplacement d'une construction est autorisé si la construction sera relocalisée en dehors de la zone de grand courant. Autrement, le projet doit faire l'objet d'une dérogation en conformité avec la *Politique de Protection des rives, du littoral et des plaines inondables.*

Dans tous les cas, les marges de recul doivent être respectées pour permettre la reconstruction ou la relocalisation d'une construction.

13.11 ENSEIGNE DÉROGATOIRE

Le maintien et l'entretien d'une enseigne dérogatoire sont autorisés. Toutefois, le remplacement de toute enseigne devra s'effectuer conformément aux prescriptions du règlement en vigueur.

ENTRÉE EN VIGUEUR

14.1 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

_____

Le maire, Denis Rolland

_____

Le directeur général, Fredy Serreyn